

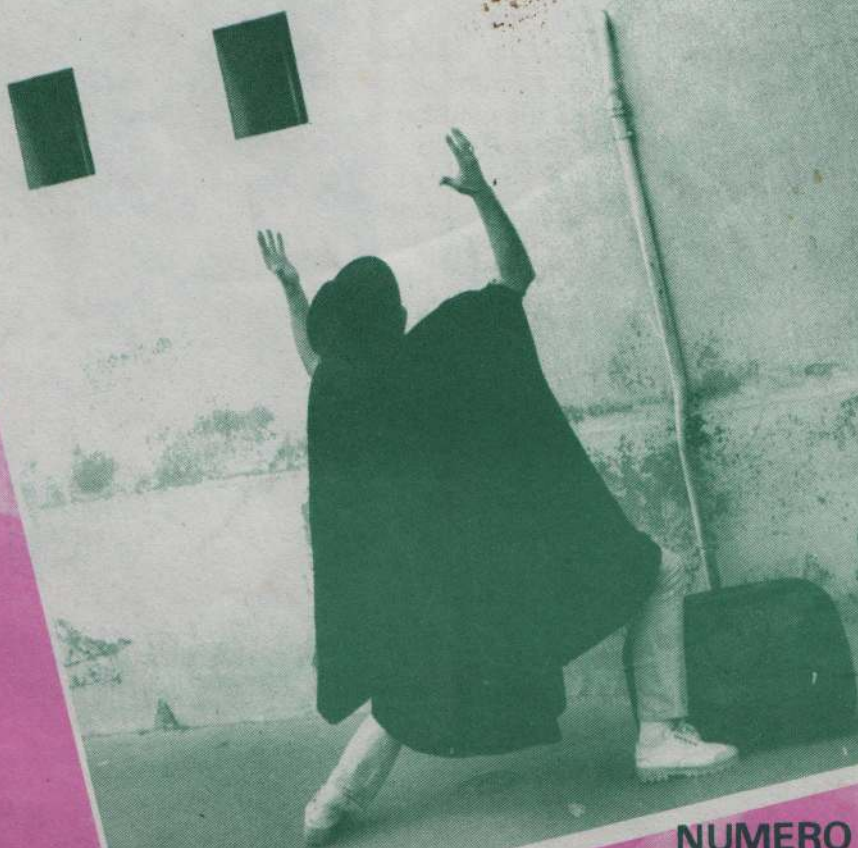
Toulouse la canaille

DYNAMITE

vente à prix exceptionnels
permanentes

des Nouveautés

articles démarqués, gadgets



NOVEMBRE 1983

NUMERO GRATUIT





EDITORIAL

TOULOUSE, première au niveau mondial pour la production de cassoulet et de violettes, n'arrive qu'au deuxième rang pour la propension à l'attentat.

Cette médaille d'argent lui vaut cependant les mille et une attentions de la Presse et de la Police où les uns assumant leur vocation et les autres assurant leur fonction, s'imprègnent réciproquement de leur propre balourdise pour échafauder communément une thèse simpliste selon laquelle l'existence d'une trentaine d'énergumènes turbulents serait l'origine et la cause d'un désordre décapant propagé dans la Cité et ses environs.

De mensonges en perquisitions, le tandem journalistico-policier s'escrime à apaiser l'opinion et les pouvoirs publics, gagnant à la fois la confiance qu'on leur porte et les émoluments dont on les gratifie.

Toute cette frénésie reste largement justifiée puisque le seul but de la manœuvre est d'occulter la réalité.

Le fonctionnement des médias, toutes opinions confondues, procède tout aussi naturellement au court-circuitage de l'événement. Tel type d'attentat est couvert par tel type de journaliste qui s'em pressera d'offrir en primeur au public sa propre description des dégâts et, surtout, sa propre interprétation bien avant que

le groupe de saboteurs effectifs ne puisse s'exprimer - explication qui sera ou totalement dissimulée ou partiellement déformée.

Soucieux de rétablir la vérité ou, du moins, une partie de la vérité (puisque nous n'avons pas les moyens de rencontrer l'ensemble des individus qui participent à ce mouvement), nous nous sommes résolus à la publication de cette brochure qui se présentera comme une synthèse de discussions politiques menées avec les auteurs d'une agitation donnée pendant une période donnée.

Il s'agira à travers les attentats de cet été de démontrer ce que ces attentats visaient, et de dénoncer le mécanisme de leur représentation.

TOULOUSE, n'est pas le centre du monde, mais c'est notre monde.

Et si des individus jugent plus utile d'occasionner quelques dégâts concrets à telle entreprise qui s'est rendue complice de quelque duplicité dans le monde plutôt que d'émettre une motion de censure en rapport aux activités de la-dite entreprise... Qui d'honnête s'en émouvra ?

QU'ON SE LE DISE, LA LUTTE DES CLASSES CONTINUE.

POURQUOI JAURES S'EST-IL PENDU ?

Le 29 juin 1983, on retrouve JAURES pendu à l'arbre de la liberté face au temple de la Préfecture. Il laisse l'explication de son acte sous forme de testament.

Jean JAURES s'est fait remarquer le 3 juin 1981 en rejoignant quelques amis du "Collectif pour la destruction des prisons" voulant démontrer ainsi sa solidarité active avec les grèves de la faim et les diverses luttes qui se menaient à l'intérieur et l'extérieur du milieu carcéral pendant l'été 81.

Jaurès profané

- Peint en rouge et pendu à un arbre... C'est ainsi que l'on a trouvé, hier matin, à Toulouse, le buste de Jaurès, volé en juillet 1981

Disparu depuis le 7 juillet 1981, le buste de bronze de Jean Jaurès a été retrouvé, hier matin, au square Salé, auprès de la cathédrale Saint-Etienne à Toulouse.

Vers 6 h 30, un correspondant anonyme avait téléphoné au commissariat de police et à notre standard : «... Un homme politique de gauche vient de se suicider, il s'est pendu à l'arbre de la liberté place Saint-Etienne... »

Sapeurs-pompiers et policiers se sont rapidement rendus sur les lieux et ont découvert le buste pendu à un arbre, bombé à la peinture rouge et affublé d'une gabadine dont les fils voulaient imiter la forme d'un corps.

Les auteurs de cette sinistre opération avaient laissé sur place un tract expliquant les raisons de la disparition et la restitution. Merci pour cette attention, ils ont mieux fait que les prédateurs. Car il ne faut pas oublier qu'à cet endroit, square Charles-de-Gaulle, trônait autrefois une statue en pied de l'illustre tribun. Elle avait disparu et ses voleurs n'avaient pas eu le tact de laisser un mot d'explication. Eux, étaient allemands et occupaient en maîtres...

Quelques jours après la disparition du buste, en juillet 1981, le vol avait été revendiqué par un collectif «... pour la destruction des prisons...» Revendication authentifiée par une photo du buste essorti d'une bulle. Un peu plus tard, au mois d'octobre de la même année, une charge d'explosif détruisait le monument élevé à Carmaux à la mémoire de Jean Jaurès.

Pourquoi cet acharnement ?

Assassiné en 1914, le grand homme reste l'objet d'un acharnement que rien ne saurait justifier. Les tracts laissés, hier matin, square Saint-Etienne, font toujours état de revendications concernant les conditions de détention dans les prisons françaises. Peut-on penser qu'elles ont plus de chance d'aboutir en profanant la mémoire de Jean Jaurès ?

A défaut d'une impossible justification de ces actes scandaleux, seule la stupidité de leurs auteurs peut expliquer ces gestes.

J.B.

La Dépeche

DEUX ANS DEJA, COUCOU ME REVOILA !

7 juillet 1981

JAURES quitte le square du Capitole. Immédiatement, il se met en grève de la faim pour exiger l'arrêt des brimades, tabassages et transferts dans les prisons, (avec l'aide du Collectif pour la Destruction des Prisons).



29 juin 1983

Au petit matin, JAURES a été retrouvé pendu dans les jardins de la place St-Etienne au chêne symbolisant la justice et la liberté.

« Contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'accession du Parti Socialiste au pouvoir en mai 1981 ne m'a pas spécialement réjoui. Je décidai d'interrompre ma paisible retraite dans le square du Capitole et, avec la complicité de quelques amis libertaires, de déguerpier avant que la bande de gredins récemment plébiscitée ne compromette mon nom dans quelques unes de ces malversations dont on les sait bien capables !

Je leur laissai toutefois quelques conseils afin d'humaniser la présente société qu'ils concrétisèrent bizarrement en restreignant les allocations perçues par les chômeurs, les mères de famille et autres bons bougres, tout en laissant les patrons se goberger, les militaires plastronner jusque dans les écoles, les syndicats s'écraser, les policiers la ramener...

Ignorant tout du tumulte, le chevalier Badinter proposait quelques réformes pseudo-progressistes auxquelles personne ne croyait, lui non plus d'ailleurs, et les matons pouvaient matraquer les détenus, les juges entôler les prévenus, et les flics flinguer sans retenue.

L'Ordre régnait, et ces nouveaux versaillais allaient accorder un poste de Préfet à Brousard, l'assassin de Mesrine, 6 ans de réclusion à Oriach, coupable d'avoir des opinions différentes du gouvernement.

Les jeunes des Minguettes se voient, pour leurs problèmes, gratifiés en 82 des colos Tri-gano, en 83 des pistoleros.

Concertation et répression viennent se refermer simultanément sur l'ensemble des initiatives sociales comme les deux machoires d'un même piège.

Le système démocratique s'installe sur toute l'Europe comme le plus sûr moyen d'assurer un contrôle social totalitaire.

Moi, Jean Jaurès, défenseur historique de la social-démocratie que je croyais porteuse de progrès et de libertés, je ne puis survivre à cette mascarade.

Il ne me reste que l'amertume d'une vie gachée à l'exercice d'un pouvoir maudit et d'un combat futile.

Je fus et je reste un gland».

Testament de
Jean JAURES

Edité par
des Malfaiteurs Réunis en Association

14/07/83 : LE PREFET NOUVEAU EST ARRIVE

"Un groupe jusqu'ici inconnu" fêtant à sa manière le 14 juillet, visite les locaux de deux sociétés travaillant pour la centrale nucléaire de GOLFECH : ITN et FOUGEROLLES. Après le départ des joyeux compères, les deux entreprises s'envoient gaiement en l'air. La Police dépêchée sur place pour tapage nocturne, ne peut remettre à son nouveau chef, Mr CALIMEZ, personnage jusqu'ici inconnu dans notre région, préfet de Police, que les salutations fumantes des saboteurs toujours inconnus.

FOUGEROLLES

Entreprise de Génie Civil, collaboratrice habituelle d'EDF. Une grosse partie de ses bénéfices et activités provient du programme électro-nucléaire. Pour ce qui est de sa participation au chantier de GOLFECH, elle représente l'entreprise la plus importante en personnel : plus de 350 personnes dont une bonne partie de travailleurs précaires et nomades. FOUGEROLLES a dégoté le plus gros marché de Génie Civil qui représente pour le moment plus de 250 000 heures de travail depuis quelques mois.

I.T.N.

Entreprise de matériel électronique et de téléphonie. Elle a vendu ses services à EDF pour l'installation téléphonique et de surveillance sur le chantier de GOLFECH.

Cette installation utilisée par la maîtrise et les chiens de garde en uniforme et casquettes de la SEVIP (située rue Zacharie à TOULOUSE). Elle a pour but de relayer entre eux tous les surveillants : gendarmerie, gardes-mobiles, vigiles et en-cadrement EDF. Elle a pour fonction de contrôler les abords du site, mais aussi de mieux surveiller tous les travailleurs sur le chantier.

Deux attentats anti-nucléaires à Toulouse

Des antinucléaires s'intitulant « Un nouveau groupe jusqu'ici inconnu » ont revendiqué hier deux attentats commis dans la nuit de jeudi à vendredi contre deux sociétés toulousaines qui travaillent sur le chantier de la centrale de Golfech.

Peu après minuit, une forte charge explosive déposée sur une fenêtre au rez-de-chaussée de la société « Installation téléphonique nouvelle » — ITN-Eurodimex — filiale du groupe Matra, a soufflé les bureaux, endommagé plusieurs fourgonnettes et brisé les vitres des villas des environs. Cette société, qui emploie une cinquantaine de personnes, est spécialisée dans les matériels téléphonique, informatique et bureautique.

Moins d'une demi-heure plus tard, un autre engin explosif a totalement détruit le bâtiment central, en préfabriqué, de l'entreprise de travaux publics Fougerolle à Montaudran, dans la banlieue toulousaine.

Dans une lettre adressée à plusieurs organes de presse, les auteurs de l'attentat déclarent qu'ils ont « mis à l'amende » les deux sociétés pour leur collaboration à la construction de Golfech et précisent : « Notre combat s'avère dur si l'on considère que 140.000 personnes et des centaines d'entreprises vivent directement et indirectement du programme nucléaire, mais il nous reste des idées, du matériel et du temps »...

Libé



8/08/83 : ET RE-BOUM !

C'est la nuit, un ciel dégagé, la voûte céleste brille de mille éclats, au loin un coyote hurle appelant une compagne hypothétique. La pleine lune influe mystérieusement sur les esprits des hommes comme sur celui des bêtes, l'instinct de procréation subjugue le monde. Des fleurs à l'homme, un grand élan de sensualité rôde sur la plaine moissagaise, mais soudain, des ombres se dessinent dans la nuit, que se passe-t-il ? les rayons maléfiques de la lune n'ont-ils aucune influence sur ces étranges personnages ? doucement, ils s'activent, puis, enfin ils disparaissent. Mais alors que la nature reprend ses droits, une fantastique explosion secoue les environs. Ces monstres (car ce ne peut être que des monstres) venaient une fois de plus de frapper.

Sortie de sa léthargie la population et les autorités ne peuvent que constater les dégâts, SPIE BATIGNOLLES et CULETTO viennent de s'envoler en fumée. Déjà les autorités pensent que les auteurs de ce lâche attentat n'ont rien d'humain. En effet la pleine lune n'a pas d'influence sur eux. Effrayées, elles s'interrogent sur l'avenir "Enfer et damnation, nous avons été eues une fois de plus !"



CULETTO

Entrepreneur ambitieux, manipulant l'idéologie au service du profit, il a été pour les anti-nucléaires et la population un des alliés sans vergogne d'EDF pour l'implantation d'une centrale électro-nucléaire dans le Tarn-et-Garonne. CULETTO, avec son grand ami et complice BOURDARIOS de NEGREPELISSE sont les présidents de l'Union et Fédération Patronale du Bâtiment et Travaux Publics du Tarn-et-Garonne. A travers les complicités d'EDF et la bienveillance de la sous-préfecture - pouvoir oblige - ils ont participé à la création de L'ARSEN (Association Régionale de Sous-traitance ElectroNucléaire, ramassis d'entreprises avides de profit immédiat), copie conforme de RODANIN pour la centrale nucléaire de TRICASTIN.

On retrouve tous les rouages économiques et politiques du pouvoir dans ce type d'association : EDF, Préfecture, Union et Fed. Patronale, Chambre de Commerce et Industrie, le but de L'ARSEN étant de faire participer un maximum d'entreprises régionales à la construction de la centrale. Pour mieux faire passer la pilule, ils n'hésitent pas à faire passer leur profit comme l'intérêt économique de la région.

CULETTO, quant à lui, bien connu de tous les Moissagais, au travers de ses pratiques anti-sociales au sein de son entreprise - la spécialité de la mafia CULETTO étant d'embaucher et de licencier au gré de son profit maximum.

Une de ses pratiques les plus connues étant d'avoir le moins d'ouvriers déclarés pour un maximum de personnel travaillant réellement. Pour ce qui est du chômage, les ex-ouvriers de CULETTO ont un large contentieux avec lui ; c'est pour cette raison qu'il n'est pas étonnant que les sabotages n'aient pas fait pleurer grand monde, à part bien sûr le pouvoir économique et politique. Les autorités n'ont pas hésité à renflouer financièrement CULETTO, il est vrai que l'Etat a plus de sympathie pour les crapules de son style que pour les victimes de ce genre d'exploiteurs.

Si CULETTO n'apparaît pas directement sur le site comme une entreprise importante dans la construction de la centrale, ses magouilles font apparaître que réellement plus de 100 personnes à son service travaillent sur les chantiers annexes à la centrale.

Monsieur CULETTO, qui a pendant l'enquête d'utilité publique, argumenté sur les retombées économiques de la centrale pour les communes avoisinantes, n'a en fait que mis en place ses futurs chantiers. Il est bon de préciser que lesdites communes s'aperçoivent à l'heure actuelle de l'endettement dans lequel les a mis EDF en les poussant à se sur-équiper. L'effet boomerang se fait sentir aussi pour leurs habitants, mais CULETTO continue, lui, à s'engraisser.

La morale de cette histoire : on n'est jamais si bien servi que par soi-même. Telle est la devise de l'exploiteur CULETTO

ET VIVE LE PROFIT

SPIE-BATIGNOLLE

Pour la cinquième fois, cette entreprise, collaboratrice de très longue date d'EDF, a le très grand honneur de participer au feu d'artifice anti-nucléaire.

Un des rôles de cette entreprise est la construction de poteaux en béton (ateliers de MOISSAC, sous-traités par CULETTO), ainsi que l'installation aérienne et électrique. Cette entreprise malgré ses efforts a beaucoup à faire pour rattraper EDF dans la course au sabotage.

... A suivre...

Revendiqué par le « Mouvement anti-nucléaire »

"A qui le tour ? Culetto, le roitelet en travaux publics de Moissac, a fini de régner et d'exploiter sur le Moissagais et cela, après l'avertissement de cesser tous travaux sur Golfech. Toutes les entreprises qui continueront le même processus subiront le même sort"

12/08/83 : LOURDES 2h36 - 2000 ANS APRES, NOUVEAU REBONDISSEMENT DANS L'AFFAIRE PONCE-PILATE.

La veille de l'inspection générale de Mr WOJTYLA alias Jean-Paul n°2 manager et gourou d'une des plus grandes sectes internationales, le groupe "Arrêt-Curés" revendique la destruction d'une des statues du chemin de croix (voir communiqué).

RAFLES AU PAYS BASQUE NORD

Dans la soirée, la Police, soucieuse de préserver les vacances du Pape, offre à une vingtaine de réfugiés basques trois jours de déportation dans un commissariat limousin. En 1976, des réfugiés espagnols avaient au moins pu bénéficier d'un séjour à BELLE-ISLE (île de l'océan atlantique dans le Morbihan) lors de la venue à PARIS de JUAN CARLOS, roi d'Espagne. La gauche avait à cette occasion élevé de vives protestations!!!

13/08/83 : A L'HEURE DES MATINES, PERQUISITIONS à TOULOUSE et au PAYS BASQUE.

Sur commission rogatoire du juge BELLMAS, dit "le Sherif" en poste à TARBES, plusieurs dizaines de personnes sont extirpées du lit, perquisitionnées et mises en garde à vue, pour être entendues sur l'affaire PONCE-PILATE.

A TOULOUSE, vingt personnes sont interpellées. Nos cow-boys locaux découvrent au domicile de l'une d'entre elles un bout de mèche lente de 75 cm (on en trouve en vente libre dans différents magasins de farces et attrapes au prix de 9, 50F le mètre TTC).

MIDI : c'est décidé, on tient les "coupables", direction TARBES. Dans l'après-midi, le juge BELLMAS inculpe et incarcère la détentrice du bout de mèche lente et deux de ses amis de passage chez elle. L'affaire est rondement menée en 4 heures. Les alibis n'ont pas été vérifiés, aucune preuve concrète n'existe, de plus, les trois personnes appréhendées nient toute participation à l'explosion.

Aussitôt, l'intoxication médiatique commence. FRANCE-INTER et RADIO MONTE-CARLO annoncent : "la découverte d'explosifs dans un appartement et l'incarcération de trois personnes ayant reconnu leur participation à l'attentat de LOURDES".

Dans la ville rose, le commissariat s'endort.

L'attentat revendiqué

L'attentat a été revendiqué, en début de matinée, par téléphone, au bureau de l'agence France-Presse de Toulouse par un correspondant anonyme déclarant parler au nom d'un groupe s'intitulant « Arrêt Curés ».

Le correspondant anonyme a déclaré : « Nous revendiquons l'attentat de Lourdes à l'occasion de la venue du P.-d.g. de la multinationale du Vatican en visite sur la S.a.r.l. Soubirous. D'autres actions anti-soutanes auront lieu, ce week-end. Alea Jacta Est ».

Ce type de revendication par des groupes aux dénominations plus ou moins fantaisistes (Ecologistes endurcis, « Armée anti-nucléaire », « M.a.r.a.n.t. », « Actifs toujours, radioactifs jamais », « Les pyromanes nocturnes », « C.l.o.d.o. », etc.) y est fréquent en Midi-Pyrénées.

Ces groupes émaneraient, selon des sources autorisées, d'une mouvance « anarcho-libertaire » qui pourrait avoir ses bases en région toulousaine.



14/08/83 : REVEIL MOUVEMENTE

4 H : une lueur dans le ciel toulousain, les locaux du journal "La Croix du Midi" brûlent ; la main du diable ne fait aucun doute.

A l'aube : c'est la librairie "Croisade pour le Livre Chrétien" qui est prise pour cible ; cinq impacts de balle sont relevés, la revendication : "Demain, le Pape, PAN ! PAN ! PAN ! PAN ! PAN !"

6 H : sur commission rogatoire du juge BELL-MAS, perquisitions à PARIS et en Corse dans l'entourage et la famille de deux des inculpés.

A TOULOUSE : treize personnes sont relâchées de leur geôle, dans la nuit, elles ont assisté, impuissantes, à différents tabassages (voir ci-contre).

20 H : arrestation en flagrant délit de deux amis des inculpés. Ils sont pris en possession de matériel incendiaire à l'intérieur de la cathédrale St-Etienne. L'un d'entre eux, menotté, est passé à tabac dans le car de Police-Secours qui l'emmène au commissariat central. Résultat, de nombreuses contusions et deux côtes cassées. Ils seront tous deux inculpés et incarcérés à la prison St-Michel de TOULOUSE pour avoir voulu réagir à la séquestration de leurs amis.

La DEPECHE du jour fait écho des interpellations et des incarcérations. Ce chef-d'oeuvre est signé J. DUPEYRAT (voir article). On n'a jamais compris pourquoi les flics ne signaient pas eux-même leurs articles.

La Dépêche

L'attentat du calvaire de Lourdes Trois anarchistes toulousains écroués

Il n'eût fallu que vingt-quatre heures aux policiers du S.r.p.j. pour venger Ponce-Pilate : dès hier matin, le lendemain de l'explosion de Lourdes, l'interpellation de vingt jeunes gens dans les milieux anarchistes toulousains permettait l'inculpation de trois d'entre eux, deux filles et un garçon : Sophie

25 ans, née en Tunisie

Christine

Toulouse,

et Jean-Marc

26 ans,

Présentés, hier soir, au palais de justice de Tarbes, à M. Jean-Pierre Belmas, doyen des juges d'instruction, qui dirige l'enquête, ils ont été inculpés de destruction par explosif menaçant la sécurité des personnes et écroués dans les prisons de Tarbes et Pau.

Vendredi, 2 heures du matin, une explosion secoue Lourdes : une bombe vient de faire sauter la statue de Ponce-Pilate dans la première station du Chemin de Croix, au-dessus des sanctuaires.

L'enquête démarre aussitôt et un expert commis par le juge Belmas, arrive sur place dans l'après-midi. La tâche lente qui a servi à déclencher l'explosion attire particulièrement son attention.

LA MEME MECHE

Samedi matin, au petit jour, le S.r.p.j. déclenche une vaste action à Toulouse et interrompt vingt personnes dont huit filles. Parmi ces personnes, un acti-

de samedi et son diagnostic est formel : les meches sont semblables.

Prévenu, le juge Belmas faisait déférer à son bureau trois des jeunes gens : Sophie 25 ans, de Paris; Jean-Marc Nicolat, 26 ans, de (Corse); et Christine 28 ans.

TROIS AUTRES EN FUITE

Le magistrat-instructeur, après les avoir entendus hier soir, les inculpe de destruction par explosif menaçant la sécurité des personnes et les faisait écrouer.

Mais il semble bien que l'affaire soit loin d'être close : ce matin, des perquisitions simultanées devaient avoir lieu à Paris et en Corse.

D'autre part, les enquêteurs font des rapprochements avec d'autres explosions qui ont eu lieu, ces jours derniers, à Moissac.

Enfin, il semble bien que trois autres jeunes appartenant au même milieu anarchiste toulousain ont disparu de leur domicile depuis jeudi soir et qu'ils sont activement recherchés, notamment dans la région de Lourdes. Jacques DUPEYRAT.

Témoignage de M. X, de passage aux Remparts la nuit du 13 au 14 août 1983.

* La brutalité policière est presque devenue un lieu commun admis et cautionné par l'homme de la rue. La garde à vue de 24 H passée ce samedi dans l'aquarium (cellule vitrée donnant dans la réception de la geôle du commissariat central) m'a permis de "contempler" le sadisme flicard.

Premier avant-goût, un jeune arabe arrive, je ne sais pas exactement pourquoi il s'est fait ramasser, ça n'a pas d'importance. Il est assis sur un banc, visiblement paumé, quand un flic vient le voir et lui demande d'une voix douce et mielleuse "tu te souviens de moi ?" Visiblement le jeune ne comprend pas et essaie de se souvenir. Et le flic de répéter "alors tu te rappelles pas de moi à la Gare ?" puis, soudain, il se met à hurler et envoie une gifle d'une telle violence que la tête du gars va bruyamment cogner contre le mur. C'est tellement inattendu, je suis figé par cette violence froide, ce plaisir fou que prend ce tas de viande en uniforme. Paisiblement, comme si de rien n'était, le flic est retourné à ses occupations sous l'oeil goguenard de ses collègues.

Maintenant, l'ambiance-nuit. J'essaye de dormir tant bien que mal quand je suis tiré de mon sommeil par des chocs sur la vitre. Je vois un homme tenu par les pieds et les bras par plusieurs flics qui le frappent sur les côtés du cou et lui demandent de se calmer. L'homme a l'air sonné, pourtant, il arrive à se relever ; malheur lui en prend. Les bleus se jettent sur lui, le projettent à terre et le bourent de coups de pied dans la figure. On ne parle pas du sang et du reste. Le Pauvre diable est "calmé" au sens policier du terme. Un flic le traîne dans une cellule, il lui a fait une clé au bras, son épaule doit être dans un drôle d'état.

Je voudrais parler d'un personnage présent ce soir-là, l'infirmier de permanence, Monsieur PIQUEMAL. J'ai vu son nom inscrit sur sa bouse. Un individu dont le rôle principal est d'éponger les bavures policières. En fait, on ne peut dire bavures, c'est la routine quotidienne PIQUEMAL a assisté à tout le tabassage et, après la première série de coups, il est venu voir le mec et lui a tapoté les joues en lui disant "alors ! ça va, on est calmé". Ce faux-jeton est allé ensuite lécher les bottes du chef-flic de service en lui disant "j'ai fait mon travail, j'ai essayé de le calmer". Il a ensuite mis au point les détails de la chute qui était censé avoir causé les blessures du tabassé. Au matin, on a eu vent du pourquoi du tabassage. Je vous laisse deviner toutes les raisons qu'avaient les flics de "descendre un mec de cette façon".

15/08/83 : CRAIGNOS POUR LE PAPE

Le commissariat central relâche les derniers interpellés qui ont subi le délai maximum de garde à vue (48 H).

16/08/83 : "ARRET-CURES" SE REBIFFE

Dans la matinée, l'AFP de BORDEAUX reçoit une deuxième revendication qui disculpe, par des détails précis, les trois inculpés de l'attentat de LOURDES (voir communiqué ci-contre).

A TOULOUSE, un communiqué de protestation est amené à la DEPECHE. Malgré les promesses de Felix NAPO, rédacteur en chef ce soir-là, c'est un article délirant signé Dominique DELPIROUX qui verra le jour le lendemain (voir article "Ratissage").

A. F. P.
BORDEAUX, LE 16 AOUT. L'ATTENTAT QUI A DETRUIT VENDREDI A LOURDES LA PREMIERE STATUE DU CHEMIN DE CROIX A FAIT L'OBJET D'UNE NOUVELLE REVENDICATION MARDI MATIN.
DANS UNE COMMUNICATION TELEPHONIQUE UN CORRESPONDANT A INDIQUE QU'UNE ENVELOPPE DEPOSEE PRES DE LA STATUE DE MONTAIGNE SITUÉE SUR UNE PLACE DU CENTRE DE BORDEAUX CONTENAIT UNE REVENDICATION DU GROUPE ARRET CURES.
LE DOCUMENT QUI COMPREND UN PLAN DETAILLE DU LIEU DE L'ATTENTAT AINSI QU'UN SCHEMA INDICANT LA DISPOSITION DE LA CHARGE EXPLOSIVE ET DES MECHES DONNE EGALEMENT LE DETAIL DU MATERIEL UTILISE.
LES AUTEURS DU DOCUMENT INDIQUENT QU'ILS CONSTITUENT LA TROISIEME REVENDICATION DE L'ATTENTAT APRES CELLES ADRESSEES VENDREDI AUPRES DE L'A. F. P. A BORDEAUX ET A TOULOUSE ET AUPRES DU JOURNAL LIBERATION. ILS AFFIRMENT PAR AILLEURS QUE "DES GENS TENTENT DE REPRENDRE A LEUR COMPTE UNE ACTION QUI N'EST PAS DE LEUR FAIT. RENDONS AU MOUVEMENT HYPER PATATRAC ET A SON DEPARTEMENT ANTI-CLERICAL CE QUI N'EST NI A CESAR NI AUX TROIS IMPOSTEURS INculpES A TARBES" EST-IL ECRIT.

Le feu dans une imprimerie

Un incendie s'est déclaré hier matin, vers 3 heures, dans l'imprimerie S.g.i.t. (Société graphique et industrielle de Toulouse).

D'après les premières constatations, il s'agit d'un sinistre d'origine criminelle. Les inconnus ont pénétré dans les locaux par escalade, après avoir brisé plusieurs fenêtres. Avant de mettre le feu, ils se sont livrés

à des actes de vandalisme (papiers souillés, bureaux saccagés, etc.).

La S.g.i.t. a pour principale activité l'impression de textes juridiques. Aucune motivation politique ne semble sous-jacente. Les policiers de la brigade criminelle de la Sûreté urbaine de Toulouse ont ouvert une enquête.

Ratissage...

Après l'arrestation de deux anarchistes dans la cathédrale Saint-Etienne, le S.r.p.j. poursuit l'enquête dans les milieux extrémistes

On croit tenir le bon bout, à la P.J. Après l'arrestation des deux garçons qui avaient tenté de mettre le feu à la cathédrale Saint-Etienne, les enquêteurs poursuivent, tous azimuts, un ratissage dans les grandes larges, en direction des milieux d'extrémistes

toulousains.

D'après certaines informations, encore toutes officieuses, il semblerait que le groupe « Arrêt-Curé » ait été complètement neutralisé par les policiers. Cette mini-organisation serait composée d'une vingtaine de personnes au maximum, dont la

plupart ont déjà été entendues dans le cadre, soit de l'enquête concernant la destruction de la statue de Ponce-Pilate, à Lourdes, soit des recherches poursuivies à la suite de l'arrestation effectuée dans l'église toulousaine. Des corrélations sont tout de suite apparues entre ces deux actions : il s'agit des membres d'un même noyau. Tous se connaissent et entretiennent entre eux des relations suivies...

Pour l'instant, les deux hommes interpellés, samedi soir, à Toulouse, reconnaissent avoir tenté d'incendier la cathédrale. Mais ils nient toute participation à l'attentat commis quelques heures plus tôt contre le journal catholique « La Croix du Midi », de même qu'ils refusent avoir mitraillé

la librairie religieuse de la rue de la Fonderie.

UN ŒIL... Jusqu'à ces derniers jours, les policiers n'avaient jamais réussi à appréhender les auteurs d'attentats politiques, à Toulouse. Une fois, seulement, lors de l'arrestation de certains membres d'Action directe (l'affaire des armes de Saint-Sardos), ils avaient pu entrevoir un petit bout de l'iceberg. Cette fois, une vingtaine de personnes ont été gardées à vue. Dix-sept ont été libérées, dimanche matin, et trois, lundi. Seules, celles contre qui pesaient les soupçons les plus graves ont été incarcérées. Mais cette opération aura, sans doute, permis aux policiers de mieux connaître ce milieu et de pouvoir garder, à l'avenir, un œil sur lui.

Il s'agit, bien entendu, d'une « clientèle » tout à fait spéciale. On est loin du grand banditisme, terrain de chasse habituel du S.r.p.j. Ces extrémistes mènent, certes, une vie marginale, en conformité avec un idéal libertaire teinté d'écologie, mais n'ont rien à voir avec des délinquants habituels. Leurs ac-

tions, toutes condamnables qu'elles soient, n'ont d'autres buts que d'exprimer certaines des idées qu'ils défendent. Il n'en demeure pas moins que leur manière de procéder n'est pas de mise dans notre société. Hier soir, Jean-Claude et Bernard ont été écroués.

D. D.

Monseigneur Collini : « Une douloureuse consternation »

A la suite des récents actes de violence, l'archevêque de Toulouse, Mgr Collini, nous a adressé le message suivant : « Les actes de violence qui ont été commis contre les installations du journal « La Croix du Midi » et la tentative heureusement maladroite, dirigée contre la cathédrale Saint-Etienne provoque en moi plus de douloureuse consternation que de sentiments de condamnation. C'est tout un climat de violence qui est ici à mettre en cause. Et, j'invite les chrétiens et tous les hommes de bonne volonté à poursuivre leur action pour que notre jeunesse retrouve le sens de l'espoir. Au lendemain de la visite du pape à Lourdes, que nos sentiments soient toujours empreints de réconciliation, de pardon et d'espoir en l'homme ».

L'indignation de Dominique Baudis

A la suite des attentats perpétrés à Toulouse, ces jours derniers, M. Dominique Baudis, maire de Toulouse, s'est entretenu avec M. Claude Calmette, préfet de Toulouse, pour s'informer des dispositions qui ont été prises et souligner l'émotion ressentie par la population toulousaine.

A M. Christian Boué, directeur de l'hebdomadaire « La Croix du Midi » dont les locaux ont été ravagés par un incendie, il exprime, dans un télégramme, « son amicale solidarité devant cet odieux attentat ».

A Mgr Collini, archevêque de Toulouse, à propos de la tentative d'attentat dirigée contre la cathédrale Saint-Etienne, il indique notamment : « De tels gestes soulèvent, à juste titre, l'indignation de la population toute entière ».

19/08/83 : BELLMAS PERSISTE ET SIGNE

TARBES : au cours d'une audition chez le shérif, alias BELLMAS, les trois inculpés sont définitivement fixés sur le fond de l'affaire. Le dossier est vide, mais selon ses dires, Mr BELLMAS : "n'aime pas les ennemis de l'Etat, il ne ratera pas une telle occasion de les emmerder. Pour commencer, tout droit de visite est refusé ; l'un d'entre eux sera maintenu à l'isolement et de toutes façons, lui, juge BELLMAS

la Dépêche

Attentat au P.c.f.

Entrés dans les locaux de la Fédération départementale du parti communiste par une fenêtre restée ouverte, des inconnus se sont livrés à des dégradations dans la nuit de mardi à mercredi.

Après avoir déposé un pétard de fête relié à une cigarette allumée, ils ont déclenché le fonctionnement d'un extincteur

d'incendie dont le contenu s'est répandu sur le sol d'un bureau.

Les auteurs ont, en outre, inscrit à la peinture sur les murs intérieurs : « Vive le pape », ainsi que le nom de quatre journalistes.

Les responsables fédéraux du P.c.f. ont déposé une plainte auprès des services de police.

s'en lave les mains (SIC !) et prend quinze jours de congé".

L'avocat pose trois demandes de mise en liberté provisoire.

22/08/83 : BELLE - MASSE S'ENFONCE

Comme l'ambiance à l'instruction le laissait prévoir, les demandes de mise en liberté sont refusées par ce cher juge avec l'appui du Parquet, représentant du Ministère de l'Intérieur.

23/08/83 : L'IMPRIMERIE N'IMPRIME PLUS

Incendie à l'imprimerie de la SEGIT. Est-ce une réponse au refus de mise en liberté ? (voir article).

24/08/83 : RENOVATION MURALE AU PCF

Un simple graffiti devient un attentat pour la DEPECHE (voir document).

26/08/83 : GARE AU HASARD

Le même jour, deux initiatives identiques : le groupe "ARRET-CURES" et un groupe de soutien envoient à différents organes de presse un bout de mèche lente accompagné d'un communiqué (voir communiqué du groupe de soutien ci-contre).

27/08/83 : VIRAGE A 180° DE LA DEPECHE

Une campagne de contre-information a riposté immédiatement à l'incarcération des inculpés de TARBES. Tracts, affiches, et bombages dénoncent les intrigues politico-judiciaires et l'attitude crapuleuse des médias.

Miraculeusement, après avoir appuyé les autorités dans leurs mensonges les plus grossiers, les deux scribeurs J. BERTRAND et D. DELPIROUX se trouvent obligés de dégonfler cette ténébreuse affaire (voir article La DEPECHE).

6/09/83 : NOUVELLE DEMANDE DE MISE EN LIBERTE PROVISoire POUR L'AFFAIRE PONCE-PILATE

MADAME, MONSIEUR?

MADAME, MONSIEUR,

Veuillez trouver ci-joint un échantillon gratuit de mèche lente que nous avons le très grand plaisir de vous faire parvenir. Si vous possédez de plus :

- du sucre,
- du désherbant (contenant du chlorate de soude),
- de l'acide sulfurique,
- de l'essence (éventuellement additionnée d'huile),

vous voilà maintenant en mesure de confectionner chez vous, à peu de frais, et en toute tranquillité, une ou plusieurs grenades incendiaires artisanales.

Afin de vous éviter toute fâcheuse déconvenue, nous tenons à vous avertir, que si vous détenez, et nous n'en doutons plus, un de ces cinq éléments, tous en vente libre et séparément inoffensifs, vous vous trouverez par conséquent potentiellement coupable de tout attentat perpétré dans un passé plus ou moins proche.

En outre, nous insistons sur le fait que vos alibis ne seront pas nécessairement pris en compte, et que vous risquez de vous voir incarcérer, pour une durée indéterminée, au même titre que les trois personnes actuellement emprisonnées à Tarbes et à Pau, sur le seul motif de détention de quelques centimètres de mèche lente, du même type que celle que vous tenez actuellement entre vos mains.

Vous pouvez également utiliser votre échantillon pour vos feux d'artifice personnels, en remplacement de vos boules Quies usagées, comme tuteur très smart pour vos bonzais, ou pour tout autre usage qui vous semble à propos.

Cordialement à vous,

Nous nous tenons à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire au : 41.11.49 Dépêche
23.26.32 A. F. P.

A. F. P.
TOULOUSE, LE 27 AOUT. LE GROUPE "ARRET CURES" QUI AVAIT REVENDIQUE L'ATTENTAT COMMIS LE 12 AOUT CONTRE LE CHEMIN DE CROIX DE LOURDES, DEUX JOURS AVANT LA VISITE DE JEAN-PAUL II, A DEMANDE, VENDREDI MATIN, A TOULOUSE QUE "L'ON RENDE AU MOUVEMENT HYPER PATATRAC" LA PERENNITE DE CET ACTE.
DANS UNE LETTRE ECRITE AU NORMOGRAPHE, TITREE CO N° 3, RECUE AU BUREAU REGIONAL DE L'A. F. P., ARRET CURES DEMANDE QUE L'ON RENDE AU MOUVEMENT HYPER PATATRAC CE QUI N'EST NI A CESAR NI AUX TROIS IMPOSTEURS DE TARBES, ALLUSION AUX TROIS PERSONNES ARRETEES PAR LE S. R. P. J. DE TOULOUSE, DEUX JOURS PLUS TARD ET ECROUEES DEPUIS A LA PRISON DE TARBES.
ARRET CURES A JOINT A CETTE LETTRE QUELQUES CENTIMETRES D'UNE MECHE QUI AURAIT SERVIE A LOURDES DITE "MECHE MIRACULEUSE MODELE PONCE-PILATE HALTE AUX MACHINATIONS DU JUGE BELLMAS SINON..." CONCLUT ARRET CURES.

Attentat de Lourdes

la Dépêche

Les inculpés clament leur innocence

Le 13 août, Ponce Pilate - ou du moins son effigie - volait en éclat : attentat dans la cité mariale. A quelques heures de la visite du pape, voilà qui faisait le plus mauvais effet.

Aussitôt, une opération de vaste envergure était déclenchée dans les milieux extrêmes toulousains. Une vingtaine de personnes, connues pour leurs sympathies anarchisantes, étaient interpellées, interrogées, gardées à vue pendant quarante-huit heures.

Au bout du compte, trois suspects étaient écroués par le magistrat instructeur tarbais pour complicité de destruction d'édifices publics. Motif : on avait découvert chez l'un d'eux un morceau de mèche lente...

Or, loin de revendiquer cet attentat, les trois détenus proclament leur innocence.

Deux semaines après la visite du Saint-Père et l'effervescence qu'elle a déclenchée tous azimuts, que reste-t-il pour accuser Christiane Sophie et Jean-Marc incarcérés à Tarbes et Pau, sans droit de visite ?

Au moment de prendre sa décision, le magistrat instructeur de Tarbes a sans doute pris en considération deux éléments. Tout d'abord, et ce n'était un secret pour personne, ces deux filles et ce garçon n'ont jamais caché leurs sympathies et leurs attaches dans les milieux extrémistes.

Mission impossible...

Ensuite, un morceau de 70 centimètres de mèche lente a été découvert à leur domicile. Mèche qui, après analyse, se révèle être du même type que celle utilisée lors de l'attentat de Lourdes. Il existe, en effet, plusieurs types de ce produit. Mais qui sont en vente libre. Tous les agriculteurs en détiennent. Cela ne constitue pas un délit.

Mais la conjonction de ces deux éléments a, semble-t-il, établi la conviction du juge sur la culpabilité de ces trois personnes.

Seulement voilà : les trois inculpés ne revendiquent pas la paternité de cet attentat. Ils soutiennent mordicus qu'ils ne sont pour rien dans cette affaire.

Pour leur avocat, Mr Jean-Marc Denjean, du barreau de Toulouse, le dossier est bien mince pour maintenir ces prévenus en détention. Il a déposé une demande de mise en liberté, qui a été refusée la semaine dernière. Mais le défenseur ne désarme pas. Pour lui, certaines vérifications, qui pourraient établir l'innocence de ses clients, n'ont pas été faites.

Le soir de l'attentat, par exemple, Sophie Jean-Marc et Christiane affirment qu'ils étaient à Toulouse, dans un café, en compagnie d'autres amis. Pour être à Lourdes dans les temps pour poser la bombe, ils n'auraient eu qu'une demi-heure. Autrement dit, mission impossible. D'autant que deux d'entre eux n'avaient pas le permis et que le véhicule du troisième était hors d'usage...

Imposteurs...

Second argument évoqué par la défense. Une revendication, faite à Bordeaux, dans laquelle l'emplacement des charges, leur importance et leur disposition étaient exposés par des individus assurant qu'ils étaient les seuls auteurs de la destruction de la statue.

Dans le même ordre d'idées, le groupe « Arrêt Curé » a demandé, hier matin, « que l'on rende au mouvement « Hyper Patatrac » la paternité de l'attentat contre la statue de Ponce Pilate ». Cette lettre, adressée au bureau régional de l'A.F.P. avec un morceau de mèche lente, précise que l'on « rend au mouvement « Hyper Patatrac » ce qui n'est ni à César, ni aux trois imposteurs de Tarbes ».

L'allusion est directe. Cette revendication veut encore mettre hors de cause les trois détenus.

Certains points restent donc dans le flou. Flou qui laisse planer un doute. Doute qui, dans l'esprit de la loi française, devrait bénéficier aux inculpés. Sans établir un parallèle trop hâtif avec une certaine affaire de pseudo-terroristes irlandais arrêtés à Versailles, on peut se demander si la venue du pape n'a pas provoqué, du côté des autorités, un peu d'empressement à ficeler le dossier.

Dominique DELPIROUX
Jacques BERTRAND

7/09/83 : JOUR DE FETE

Après 25 jours de détention, les soi-disant responsables de la pulverisation de Monsieur PILATE sont libérés provisoirement sur ordre du Parquet. Si leur arrestation a fait grand bruit, leur libération est presque passée sous silence.

25/10/83 : UN VOYAGE (PAPAL) QUI N'EN FINIT PAS

La Cour d'Appel refuse de libérer Bernard et Jean-Claude arrêtés dans la cathédrale St-Etienne, lors d'une action de soutien aux inculpés de la trop fameuse histoire de LOURDES.

Un dimanche précédent, à l'office de la cathédrale en question, le curé prend carrément position en leur faveur, terminant son sermon aux cris de : "A BAS L'ETAT ! A BAS LA RELIGION ! A BAS L'ECONOMIE !". Les fidèles sont flippés. S'en vient ensuite un adepte de la poule au pot qui sacrifie symboliquement un poulet sur l'autel. Un très beau délire, enfin une messe vivante offerte gracieusement à la bourgeoisie toulousaine (BEUARK !), par les amis de Bernard et Jean-claude.

L'action reprise par quelques médias a été totalement passée sous silence par la DEPECHE.

26/10/83 : LE CLODO A ENCORE FRAPPE

Il est 4 H 30, les locaux de la "SPERRY-UNIVAC-ORDINATEUR" brûlent. Le Comité Liquidant Ou Detournant les Ordinateurs revendique ce feu de joie. Depuis 3 ans, il a signé 6 sabotages. Ses cibles favorites : des sociétés d'informatique. Son but : dénoncer l'ordinateur au service des dominants. Ses armes privilégiées : de simples boîtes d'allumettes.

Un bombage apposé sur un des murs encore valides, explique leur geste : "REAGAN ATTAQUE GRENADE, SPERRY MULTINATIONALE COMPLICE".

La SPERRY est une société américaine de fabrication d'ordinateurs. Implantée en France depuis plusieurs années, elle y emploie plus de 1300 personnes. Elle avait déjà essuyé un attentat non revendiqué en 1979.

Nous nous empressons de clôturer cette chronologie

Pauvre voleur

Une brave dame qui se promenait, hier vers 13 heures, rue Saint-Charles, a été agressée par une bande de garçons. Les jeunes gens lui ont volé un pull. Pourtant, il ne faisait pas froid, hier, dans les rues de Toulouse...

Un de ces jeunes a été intercepté par les policiers. Ses amis ont pris la fuite. Pourtant, un gardien de la paix a poursuivi un autre des agresseurs. Il a couru après le voleur pendant environ 300 mètres et a fini par le rattrapper.

Mais au moment où il allait lui passer les menottes, des badauds, qui avaient assisté à toute la scène, mais qui n'avaient vraisemblablement pas très bien compris le sens de l'histoire, se sont interposés.

Au lieu d'aider le policier à arrêter le jeune délinquant, ils ont pris partie pour le voleur et ont empêché le brigadier de faire son travail. Le garçon en a profité pour s'échapper grâce à la protection que lui assuraient les passants !

la Dépeche du 5-09-83

Tarbes : Drôles de paroissiens...

Dix-huit heures, dimanche : En la chapelle du Sacré-Cœur l'institution Joseph-Forgues, 10, rue des Pyrénées à Tarbes, c'est l'heure de l'office religieux. Soudain, un « paroissien » se met à coller trois sortes d'affiches sur les murs de l'église; puis sortant pour en coller d'autres dehors, dans tout le quartier, il prend soin d'enfermer à clef l'aumônier Cazenave et ses fidèles interloqués. L'abbé, par une porte donnant sur un bâtiment annexe, parvient à sortir et à se lancer à la poursuite du colleur d'affiches qui, le plus tranquillement du monde, poursuit son œuvre avec d'autres amis : il leur réclame la clef. En vain. Il portera plainte à la police pendant que ses fidèles sortent par la même issue que celle qu'il a

empruntée. Les premières recherches ne donneront rien. Néanmoins, les affiches étant signées, on sait qui a fait ce « coup » : il s'agit des amis des trois anarchistes arrêtés le 13 août, à Toulouse, sur instruction du juge Belmas, lequel les accusa d'avoir perpétré l'attentat contre la première station du chemin de croix de Lourdes, à la veille de la venue de Jean Paul II. D'ailleurs, la cible des trois affiches est le juge d'instruction de Tarbes. En même temps, elles déclament l'innocence des trois jeunes gens arrêtés et écroués. Hier, de nombreux contrôles de police ont été mis en place autour de Tarbes : pure coïncidence ou crainte de manifestations plus violentes que cette « séquestration pieuse » ?

la Dépeche du 30-08-83

DEPECHE MON AMOUR

Aujourd'hui, on ne peut parler de la "DEPECHE" sans faire référence au clan BAYLET et inversement. Depuis bientôt 37 ans, les BAYLET détiennent la direction de ce journal. Ces notables qui ont consolidé leur fortune depuis l'occupation ont avec ce quotidien un pouvoir politique énorme dans la région. Mais l'Histoire, vous allez le constater, n'est pas triste. La DEPECHE est fondée en 1870. Elle fut longtemps l'organe des démocrates de gauche : RANC, JAURES, PELLETAN, CLEMENCEAU y collaborèrent. Elle exerçait dans le Sud-Ouest une toute puissance qu'elle plaça longtemps au service des idées progressistes, de la laïcité, du républicanisme et de la démocratie.

Elle est à la veille de la dernière guerre mondiale, de part son tirage le premier quotidien régional de FRANCE, d'où l'importance de ses écrits pendant l'occupation.

De 1940 à 1944, elle ne rejoint pas la Presse clandestine, elle continue de paraître le plus légalement du monde. Elle épouse les thèses de VICHY et de PETAIN. Elle dénonce l'activité des "terroristes" (résistants) ; souligne l'excellent travail de la Police, la gendarmerie et la Milice française dans le cadre du démantèlement de ces réseaux "terroristes", publie des placards appelant les Français à s'enrôler dans la WAFFEN SS pour la défense du continent.

En un mot, elle COLLABORE.

Un rapport datant de 1944 découvert dans les archives de l'information vichyssoise, porte sur l'activité de la "DEPRIME" l'appréciation suivante :

"Depuis 1940, la DEPECHE soutient, toujours sous-titrée Journal de la Démocratie, le gouvernement du Maréchal avec autant de dévouement que jadis celui de Mr DALADIER. Elle a dès la signature de l'armistice, défendu la politique du nouveau régime et la collaboration franco-allemande, combattu le gaullisme et le communisme..."

D'une façon générale, on tenait la DEPECHE pour l'organe du Parti Radical-socialiste. En fait, elle était seulement la propriété d'une famille : les SARRAUT. Avec M. SARRAUT, mentor respecté, figuraient au Conseil d'Administration son fils Etienne, ses neveux Huc, son petit-fils par alliance Caujolle, Jean BAYLET, apparenté à une de ses nièces. Cependant les liaisons du trust de presse la DEPECHE n'étaient rien de moins que patriarcale. M. SARRAUT était allié à B. VARILLA, propriétaire du MATIN, premier journal hitlérien de langue française par le mariage de leurs petits-enfants. CHAUMEIL, cacique tout-puissant à VALENCE d'AGEN, gros actionnaire de la DEPECHE et de l'entreprise SEGRETTE-CHAUMEIL, spécialisé dans l'installation et la réfection des voies de chemins de fer (c'est par cette société qu'étaient rapidement réparées, pour le plus grand bien des transports allemands, les voies détruites par les résistants), adjudicataire de nombreux travaux en France et dans les colonies, légua son écharpe ses capitaux et sa puissance dans les deux entreprises à son neveu, Jean BAYLET. Celui-ci est co-actionnaire, avec son beau-père, ISAAC, des chemins de fer d'Algérie. Il possédait pendant toute la période de la guerre et de la collaboration 5900 actions de la société, alors que M. SARRAUT n'en détenait que 1100.

Le 19 août 1944, à la libération de TOULOUSE, la presse clandestine découvre sur le marbre, un projet de numéro spécial que son intervention empêche de publier avec en première page, en gros caractères : VIVE DE GAULLE, VIVE NOS ALLIES, VIVE LA REPUBLIQUE.

Il est un côté politique auquel la DEPECHE entendra toujours demeurer fidèle ; le côté du manche.

Toujours dans les archives de l'information vichyssoise, un

rapport, sur le personnel de la DEPECHE, de 1944. Il est dit : "M. BAYLET, administrateur et directeur de l'imprimerie du journal, plus fort actionnaire, homme d'affaires avant-tout, jeune et actif, n'a pas d'attitude politique bien définie. Pour lui, un journal est une affaire. Son idéal est de faire de la DEPECHE, un grand organe d'information, sans nuance politique nette..."

Ce qui n'empêche pas Jean BAYLET d'être élu, sous l'étiquette radical-socialiste, député du Tarn-et-Garonne à la première assemblée nationale et maire de VALENCE d'AGEN, en 1946. Doit-il ses succès politiques à sa miraculeuse déportation (non pour fait de résistance) au mois de juin 1944 ?

Suspendu à la Libération, le journal reparait le 21 novembre 1947. Malgré les ordonnances d'Alger de 1945 qui prévoyaient la mise sous séquestre des biens des journaux parus sous l'occupation et ayant servi la propagande ennemie, la DEPECHE par l'intermédiaire de son nouveau PDG, Jean BAYLET, récupère ses locaux et ses machines rue Bayard. Si beaucoup de gens ont tout perdu pendant la guerre, la famille BAYLET n'est pas de ceux-là au contraire. Sur ce premier numéro, en première page, un encadré intitulé "A nos lecteurs :

"la DEPECHE du MIDI reprend aujourd'hui, après un long et lourd silence de plus de sept ans, la noble et fière tradition de la DEPECHE, journal de la démocratie..."

En 1959, Jean BAYLET se casse la pipe en bagnole, sa femme Evelyne (née en 1913, mariée à Jean en 1940) devient PDG des journaux la DEPECHE et le PETIT TOULOUSAIN. Toujours en 1959, vice-présidente du syndicat national de la presse quotidienne régionale, conseiller général du Tarn-et-Garonne. En 1970, présidente du Conseil Général de Tarn-et-Garonne. De 1959 à 1977, maire de VALENCE d'AGEN, en 1976, conseiller économique et social, en 1979, vice-présidente du Conseil Régional Midi-Pyrénées - chevalier de la Légion d'Honneur - son fils, Jean-Michel BAYLET, né en 1946, un jeune qui monte, journaliste, en 1975 devient directeur-général de la DEPECHE du MIDI. PDG de la COMIAG, gérant de PBC "J'Annonce", maire de VALENCE d'AGEN depuis 1977, député radical de gauche depuis 1978 du Tarn-et-Garonne. En octobre 1983, il devient président des radicaux de gauche.

Les BAYLET sont également actionnaires dans différentes entreprises. Propriétaires du MIDI OLYMPIQUE (journal des sports), de PUBLI-TOULOUSE (journal des Petites Annonces) de PROMODEP (société qui promeut la DEPECHE dans différents spectacles style quinzaine commerciale), d'immeubles dans TOULOUSE et ailleurs, de terrains dans le Tarn-et-Garonne, etc...etc...

La DEPECHE, qui paraît, hélas ! tous les jours, détient aujourd'hui le monopole de la presse écrite sur TOULOUSE et sa région. Son tirage tourne autour des 300 000 exemplaires et sévit dans 17 départements (elle est composée en deux parties : nationale et locale). Elle possède également une radio sur TOULOUSE. Ce créneau lui a été offert par la législation des radios libres, qu'elle n'a d'ailleurs jamais soutenues quand certaines d'entre elles subissaient la répression sous GISCARD (qui n'a plus de destin...).

Toutes ces informations ont été recueillies à diverses sources, bibliothèques municipales, archives départementales...

et, notamment à l'aide d'une brochure publiée le 19 août 1945 (premier anniversaire de la Libération de TOULOUSE), par diverses organisations ayant participé à la Résistance (CGT, Front National, Mouvement de Libération Nationale, Parti Socialiste, Parti Communiste, Action Féminine, Union de la Jeunesse Républicaine de France...)



**LES DIEUX
SONT TOMBÉS
SUR LA TÊTE**

En ce mois d'août 1983, LOURDES prépare fiévreusement la plus grande kermesse nationale de l'année. On y attend l'un des plus grands anesthésistes de conflits sociaux, le médiateur politique, l'arbitre international, le représentant d'un capital foncier et monétaire important, à savoir Jean-Paul II dit «Le Pape». L'ambiance est survoltée...

On se souvient que deux ans auparavant la représentation était annulée : place St-Pierre, un petit bout de laiton avait transpercé la rate papale. A LOURDES, des milliards étaient engloutis; aussi, aujourd'hui, après une première ratée, on se bat à tous les échelons de l'organisation pour la réussite du spectacle. Marchands d'eau bénite et curaçons s'affrontent à l'impressionnant S.O. policier qui risque d'apeurer les pèlerins-consommateurs. La religion ne fait plus recette et ses boutiquiers craignent un bide retentissant.

Pour l'évènement, l'Etat et l'Eglise séparés officiellement depuis 1905, se réconcilieront. En ces temps difficiles, on ne crache pas sur des voix à glaner dans l'électorat catholique. La quête sera d'autant plus fructueuse pour F. MITTERAND que le spectacle sera sans bavure, sans trouble. Toutes les sectes politiques, tous les medias sont à l'écoute du voyage pontifical.

On doit donner au monde entier l'image d'une France sereine...



A l'aube du 12 Août, toutes les illusions se sont brisées avec la tonne et demi de fonte "Ponce-Pilatesque" gisant, éclatée sur le pavé Lourdaï.

Le groupe "Arrêt-Curés" a commis là un grave crime de lèse-Etat. Il a lézardé la façade platreuse du pouvoir, nargué l'ordre et la sécurité, la dérision païenne ne passera pas...

On ne lésinera pas sur le renforcement des services de police: à chaque pèlerin, son flic. On crût bon d'envoyer 3 800 angelots bleu marine pour assurer la sécurité du Saint-Père qui paraît douter de la protection de son divin patron. Et ce n'est pas le dépit rageur des épiciers civils et ecclésiastiques qui va arrêter la raison d'Etat.

Aussi, comme durant l'été 82, PARIS s'énervait, PARIS s'affolait, PARIS complote...

Une seule solution pour sauver la face : frapper un grand coup, trouver des coupables.

En des temps pas si lointains, un slogan circulait dans l'extrême-gauche :

La Police nous écoute, nous surveille,
Écoutons, surveillons la Police.

Des petits "bricoleurs" perseverants ont surpris les magouilles juridico-policieres de ce week-end du 15 Août. Leur service d'écoutes téléphoniques nous a transmis le scénario suivant qui pourrait s'intituler : "quand un Etat a peur pour sa sacrosainte image de marque, de quoi est-il capable?"



Restituons les faits. Nous sommes le 12 août 83. Le PARIS des hautes instances dirigeantes s'éveille, le standard de l'Elysée crépète. On ignore délibérément PROUTEAU et son copain BARRIL. Les bourdes de l'été 82 commencent à peser salement, on choisit donc pour cette délicate mission le Ministère de l'Intérieur.

Nous déclenchons
le PLANK

Nous avons besoin de la
collaboration du palais de justice
de TARRES.
Contactez un juge d'instruction
qui s'est l'affaire.

Rappelez avant
10H



Contactez
CALIMEZ
vous avez 48H
pour régler l'affaire!

Vous avez une couverture
juridique. Le juge est BELLMAS
IL risque de faire du ZÉLE.
Après étude du contexte
le cal TOULOUSE nous paraît
la ville idéale.



REPRESANTANT MINISTÈRE
DE LA JUSTICE

Le PLANK a été déclenché.

Toutes les instructions et études du
dossier vous sont envoyées par telex
L'ordinateur a donné 30 NOMS de
suspects. Les fichiers vous
seront communiqués.

Vous avez
36H pour
régler l'affaire.



Nous avons des ordres de PARIS
Le Juge BELLMAS vous signera
Toutes les commissions rogatoires
voulues.

Il nous faut des
résultats.

Vous avez 24H
pour régler l'affaire



PREFET CALIMEZ

Effervescence au commissariat du Rempart St-
Etienne. L'Etat-major Renseignements Generaux--
Police-Judiciaire se réunit, étudie, analyse, filoché
et met en place les équipes de perquisitionneurs du
lendemain.



COMMISSAIRE QUES

Depuis cette nuit, nous avons
perdu la trace de M^r CALIMEZ
du côté du Tiffans.
Je me permets donc un contact
direct.

Je vous informe que nous
avons découvert
Un gros bout de mèche de 70cm.

Nous attendons de nouvelles
instructions.



Le téléphone refait le chemin inverse. En haut lieu,
on rechigne un peu "ils auraient pu faire mieux", les
chefs d'inculpation sont dérisoires, et on ne veut pas
d'une nouvelle affaire irlandaise.
Il n'y aura donc pas de communiqué officiel.

Allez-y, forcez, jouez la carte
médiatique. Insistez sur la rapidité avec laquelle
l'enquête a aboutie. Informez votre service de presse
de la découverte d'EXPLOSIF et la PARTICIPATION
reconnue des 3 inculpés.



aucun problème avec la presse.
J.B. journaliste à la Dépêche, a été
très coopératif, il se trouve actuellement
à la cafétéria. Je le contacte immédiatement.

Ce sketch téléphonique a-t-il réellement existé ? Etait-ce de la science-fiction ou un des scénarios possibles ?

Peu importe que l'on se trompe sur quelques détails, qu'à certains échelons de la hiérarchie - ministère, police - tous n'aient pas collaboré pour de multiples raisons : intérêts divergents pour les uns, méfiance pour les autres. Nous n'avons pas de taupe dans les sphères du pouvoir. Simplement nous avons voulu montrer comment des individus qui pourraient être vous ou nous, se sont retrouvés pris dans l'engrenage infernal d'une magouille étatique.

Face au danger que représente toute tentative de rébellion, toute initiative de lutte, le Capital se donne deux possibilités : la Police, la Justice, pour réprimer, les médias pour déformer, intoxiquer. Nous ne ferons pas dans l'originalité en disant que ces derniers sont un des rouages du système capitaliste. Ils existent avant tout comme des entreprises commerciales qui véhiculent l'idéologie de leurs actionnaires. Ne retrouvons-nous pas tous ces hauts personnages de DASSAULT à HERSANT, en passant localement par BAYLET dans les sommets économiques et politiques, du CNPF au Conseil Régional Midi-Pyrénées. En-dehors de petits journaux clairement idéologiques, la grande Presse exploite chaque événement le plus commercialement, donc le plus spectaculairement possible. L'insécurité, le démon terroriste sont de bons créneaux commerciaux. Ajoutons comme support un voyage pontifical et des millions de journaux supplémentaires se vendront.

Dans une société deshumanisée sans rêve, ni aventure, la Presse nous fera oublier le quotidien banalisé, la grisaille sociale au profit du sanglant, du grand spectacle, d'émotions au rabais.

Que des individus, par leur démarche, leurs actes attaquent le Capital où ironisent sur un de ses symboles et voilà toute cette racaille journalistique qui se retrouve, tous intérêts confondus, de droite comme de gauche, au sauvetage de l'image de l'Etat, du pouvoir. Une fois le Pape rentré chez lui, les pseudo-coupables arrêtés, l'événement se normalisant, la Presse nationale ne s'appesantira plus sur LOURDES. Tournant la page de l'histoire, elle passe le relais à sa concurrente de la locale (qui a, elle, de vieux comptes à régler avec la mouvance libertaire toulousaine)

Historiquement, la Dépêche ne s'est pas départie de son rôle d'auxiliaire des oppresseurs. Depuis 1940, période où elle pourchassait les terroristes résistants de ses diatribes haineuses, elle défend toujours aussi âprement les intérêts des notables locaux.

Losque telle société d'informatique, ou telle autre travaillant pour le nucléaire, l'armée... s'envolent en fumée, nous sommes assurés de lire, le lendemain dans les pages de la Dépêche, organe de lobotomie sociale, les malheurs et vicissitudes des patrons, le décompte des millions engloutis, l'ignominie des saboteurs. Jamais un traitre mot sur "la société centralisatrice et technocratique" qui est dénoncée à travers les cibles visées. Seuls sévissent

la censure et le mensonge. A coup d'informations tronquées, elle déforme les cervelles à la manière d'un économiste qui présente un projet basé sur des statistiques fausses. Malgré leurs nombreuses enquêtes policières sur les composantes du mouvement toulousain, ses journalistes n'ont pu trouver ici matière à terrorisme sanglant, à professionnels de la dynamite, CARLOS ne rôde pas à TOULOUSE. Ce mouvement sans organisation qui manie dérision et sabotage gêne tant les intérêts de la tribu BAYLET que celle-ci organise, sous la plume bilieuse de ses journalistes une véritable chasse aux sorcières (voir entre autres l'article intitulé RATISSAGE paru le 17/8/83).

Que l'on ne s'y trompe pas, en hurlant avec les loups sur la soi-disant violence terroriste, en criminalisant toute lutte, toute subversion, les DELPIROUX, BERTRAND.... essaient de nous faire accepter par leur phraséologie fielleuse la violence quotidienne de l'exploitation, de la répression.

Pour toutes ces raisons, on ne s'étonnera pas que l'Etat ait pu trouver en la Presse un tel amplificateur.

La Gauche, reprenant à son compte une vieille tradition de tous les gestionnaires du pouvoir, tente d'extirper de nos esprits, conflits sociaux, répression, au nom de la sécurité intérieure et de ses épouvantails : désordre et insécurité. Nul ne s'opposant à elle, dans ce domaine, elle bénéficie d'un atout supplémentaire sur la droite.

Après les attentats de l'été 82, l'Etat socialiste riposte avec le lancement promotionnel du GIGN, lâche ses super-pandores sur la piste des terroristes internationaux et, incarcère à défaut de coupables d'anciens militants irlandais. On crée la machination de toutes pièces : les gendarmes déposent eux-mêmes "les armes à conviction"...

RAISON d'ETAT OBLIGE

Comme à LOURDES, toutes les structures de l'appareil répressif collaborent au complot élyséen.

Seule bavure non prévue, la Gauche ne contrôle pas aussi bien que ses prédécesseurs son service d'ordre, et pour d'obscures raisons politicardes, ses menées secrètes apparaîtront au grand jour

Les médias nous abreuvèrent du fauilleton "BARRIL and C°", le rôle mystérieux de l'Etat se perd dans la nuit des exploits Barriliens.

Les bureaucrates se taisent, participent à la grande croisade du consensus socialiste et ainsi à la perte des derniers symboles de la liberté :

fichage, lois anti-terroristes, contrôles et expulsions des immigrés.

IRLANDAIS : GIGN LOURDES : SRPJ TOULOUSE

à

1

1

Rien ne va plus. Faites vos jeux...

Question bleue :

Jusqu'où serait-allé le pouvoir s'il n'avait découvert l'immaculé bout de mèche ?

Cette interview du C.L.O.D.O. est parue dans la revue «Terminal 19/84» d'octobre 1983. Donner la parole au C.L.O.D.O. ne peut qu'enrichir le débat qu'essaie de susciter cette brochure. Evidemment ! nous laissons aux «clodos» l'entière responsabilité de leur texte.



Le CLODO, ou les clodos, c'est donc vous ?

S'il vous faut une preuve, nous la fournissons : lors de notre dernière action notoire, contre le centre informatique de la préfecture de Haute-Garonne, nous avons envoyé un communiqué à plusieurs journaux dont le *Canard Enchaîné* et le magazine *Résistances* d'Antenne 2, qui n'en ont pas soufflé mot. Mais, au-delà de cette confirmation de notre "identité", nous profitons

de ce préambule pour préciser quelques évidences : nous sommes des individus, travailleurs de l'informatique ou non, qui nous rejoignons dans une lutte.

Nous ne constituons, ni une organisation, formelle ou informelle, ni un phalanstère. Et le "nous" qui sera employé dans les réponses à votre interview ne devrait pas être la forêt qui cache les arbres ! Nombreux et décisifs sont nos points d'accord mais aussi nombreuses, (bien que moins décisives) sont nos divergences.

En finir avec les mythes

Pourquoi acceptez-vous cette interview ?

Il nous a toujours semblé que les actes parlaient d'eux-mêmes et il a fallu qu'un membre (prétendu ?) d'une organisation soi-disant armée et en tout cas éphémère tente de faire passer nos actes pour ce qu'ils n'étaient pas, pour que nous décidions d'écrire un communiqué.

Pourtant, face à la propagande du pouvoir, particulièrement stupéfiante en matière d'informatique, et pour en finir

avec quelques mythes volontairement entretenus à notre égard, il nous a paru que quelques explications devenaient nécessaires. Votre journal étant l'un des moins inconscients en la matière, même si nous nous interrogeons sur la possible publication de nos propos, vous voilà intervieweur.

Démasquer la vérité de l'informatisation

Pourquoi avoir entrepris ces actions ?

Pour interpellier chacun, informaticien ou non, pour que, nous tous, réfléchissions un peu plus au monde dans lequel nous vivons, à celui que nous créons, et de quelle façon l'informatisation transforme cette société.

Il faut bien que la vérité de cette informatisation soit parfois démasquée, qu'il doit dit qu'un ordinateur n'est qu'un tas de ferraille qui ne sert qu'à ce à quoi l'on veut qu'il serve, que dans notre monde il n'est qu'un outil de plus, particulièrement performant, au service des dominants.

C'est essentiellement à la destination de l'outil que nous nous en prenons : mise en fiches, surveillance par badges et cartes, instrument de profit maximisé pour les patrons et de paupérisation accélérée pour les rejetés...

L'idéologie dominante a bien compris que l'ordinateur simple outil, la kalashnikov indolore, servait mal ses intérêts. Elle en a fait une entité parahumaine, (cf le discours sur l'intelligence artificielle), un démon ou un ange mais domesticable, (ce dont les jeux et bientôt la télématique devraient persuader), surtout pas le serviteur zélé du système dans lequel nous vivons. Ainsi, espère-t-on transformer les valeurs du système en système de valeurs.

Par nos actions, nous avons voulu souligner d'une part, la nature matérielle de l'outil informatique, et d'autre part, la vocation dominatrice qui lui est conférée. Enfin, s'il s'est agi avant tout de propagande par le fait, nous savons aussi que nos destructions provoquent un manque à gagner et un retard non négligeable.

Piéger les systèmes à retardement

Par leur côté spectaculaire et radical, ces destructions ne vous semblent-elles pas un peu outrées ?

Ces actions ne constituent que la partie immergée de l'iceberg ! Nous-mêmes et d'autres luttons quotidiennement mais de façon moins voyante. L'informatique, comme l'armée, la police ou la politique, bref, comme tout instrument privilégié du pouvoir, est l'un des quelques domaines où l'erreur est la règle, où la correction même des bogues occupe la majorité du temps des programmeurs ! Nous en profitons et cela coûte sans doute plus cher à nos employeurs que nos destructions matérielles. L'art en la matière consistant à piéger les systèmes à retardement, nous n'en dirons pas plus.

Pour en revenir à votre question,

peut-on imaginer plus banal que de jeter une allumette sur un paquet de bandes magnétiques ? Chacun peut s'y amuser ! Le geste ne paraît excessif qu'à ceux qui ignorent ou veulent ignorer à quoi servent pratiquement la majorité des systèmes informatiques.

Comment expliquez-vous alors que d'autres que vous n'aient pas fait de même ?

Sincèrement, nous l'expliquons mal ! Nous sommes bien placés pour savoir que la plupart des travailleurs de l'informatique font preuve d'une complicité réelle avec "leur outil de travail" et n'utilisent guère leur matière grise à réfléchir sur ce qu'ils font (ils ne veulent généralement même pas le savoir !). Quant aux non informaticiens, ils ne se sentent guère concernés ou subissent sans réagir la propagande dominante.

Pourtant, cela n'explique pas tout et il nous faut bien constater que ceux qui résistent aux soporifiques du pouvoir ont encore bien peur de la camisole policière !

L'ordinateur pourrait servir à autre chose

N'êtes-vous tout de même pas un peu rétro, un peu les casseurs de métier Jacquard du 19^e siècle ?

Aux outils du pouvoir, les dominés ont toujours opposé le sabotage ou le détournement. Il n'y a là rien de rétro, ni de nouveau. Regardant le passé, nous ne voyons, à moins de remonter à certaines sociétés dites primitives, qu'esclavage et déshumanisation. Et si nous n'avons pas exactement le même "projet de société", nous savons que le retour en arrière est stupide.

L'outil informatique est sans doute perverti par ses origines-mêmes, (l'abus du quantitatif ou la réduction au binaire en donnent les preuves), mais il pourrait servir à d'autres fins qu'il ne sert. Quand on sait que le secteur social le plus informatisé est l'armée, que 94 % du temps d'ordinateur civil sert à la gestion et à la comptabilité, on ne se sent pas les casseurs de métier Jacquard, (bien que ces derniers aient lutté aussi contre la déshumanisation engendrée par ces métiers, lesquels les transformaient d'artisans en manœuvres). Nous ne sommes pas non plus les défenseurs des chômeurs de l'informatisation... Si le microprocesseur engendre le chômage, alors qu'il pourrait réduire le temps de travail de tous, c'est que nous vivons dans une société abrutissante et ce n'est, en aucun cas, une raison pour détruire les microprocesseurs.

S'attaquer aux multinationales

Comment situez-vous vos actions dans le contexte social français et même mondial ?

L'informatisation est mondiale. Dans le Tiers-Monde, elle contribue à renforcer la domination idéologique et économique de l'Occident et spécia-

ment des Etats-Unis et, à un moindre degré, celle des pouvoirs locaux. Nous estimons donc que notre lutte est mondiale même si, le mot paraît excessif face aux coups d'épingle que nous pratiquons. Et ce n'est pas un hasard si nous nous sommes attaqué principalement à des multinationales, d'ailleurs particulièrement nombreuses à ce niveau.

Quels sont vos projets d'avenir ?

La critique de l'informatisation que nous développons depuis plusieurs années s'étouffe peu à peu mais demeure en gros inchangée puisque l'outil sert toujours aux mêmes, et aux mêmes choses. Il n'y a donc aucune raison pour ne pas continuer dans le même sens. Avec plus d'imagination, même si le résultat est moins spectaculaire que nos actes passés, à notre rythme aussi. La rapidité de l'informatisation, l'irruption prochaine de la télématique, ouvrent un champ d'action et de révolte toujours plus vaste. Nous tenterons d'y lutter mais en sachant que nos efforts sont parcelaires. Il y a place pour toutes les révoltes !

Prochaine interview

par le juge d'instruction !

Quelles sont vos chances de mener à bien ces projets ? Ne craignez-vous pas de vous faire prendre ?

Nos chances sont bonnes, merci ! Les motivations existent, les idées aussi, et au royaume des aveugles, les borgnes sont rois !

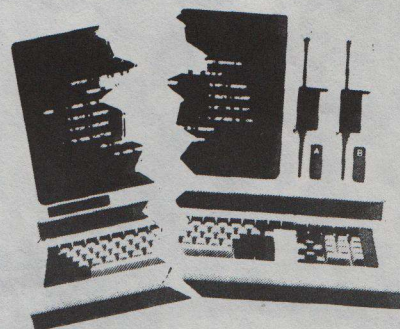
Voilà plus de trois ans qu'une cour de sureté de l'Etat (paix à ses cendres) et quelques dizaines de mercenaires du pouvoir nous recherchent : leurs moyens matériels, pourtant sophistiqués, sont bien inefficaces et notre dernière action contre le centre informatique de la préfecture de Haute Garonne a dû leur prouver que nous en savions plus sur eux qu'ils n'en savent sur nous !

Nous avons pourtant conscience des risques que nous encourons et de l'ampleur de l'arsenal auquel nous risquons de nous heurter.

Puisse notre prochain intervieweur ne pas être un juge d'instruction ! ■

Toulouse — Août 1983

(1) En particulier, dans le courrier des lecteurs de *Libération*.



ne dites pas à ma maman que
je suis en analyse à Golfech
elle me croit en convalescence
à murruroa



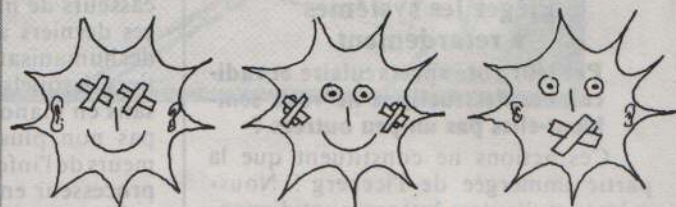
GOLFECH, ce nom symbolise la lutte anti-nucléaire pour toute une région. Pour certains d'entre nous, c'est aussi les moments forts, les moments durs d'une partie de leurs vies militantes. Ils ont eu envie de s'arrêter un instant sur cette histoire, puis de coucher, sur papier mat, le fruit de leurs élucubrations. Mais tenter, à plusieurs, l'analyse politique d'une lutte qui s'étire sur une décennie, c'est tenter l'impossible. Les désaccords multiples qui existent entre tous individus, les engagements militants divers, les sensibilités et les appréciations différentes ressortent dans ce texte comme dans tous les autres.

SI VOUS N'ETES PAS ECOLOGISTES...

En réclamant moins de pollution, moins de nucléaire, moins de croissance économique, moins d'exploitation du Tiers-monde, moins de pillage des richesses naturelles, moins de bureaucratie, plus de vélos, plus de démocratie, plus de morale politique, plus d'énergies douces... Les écologistes se posent en syndicalistes du mieux-être et visent à une refonte du système capitaliste.

L'écologie est un fourre-tout intégré par l'idéologie dominante à qui elle sert de bonne conscience humaniste. Pour s'en persuader, nous n'avons qu'à nous rappeler avec quelle facilité les partis de droite ou de gauche se sont alliés des écologistes pendant la campagne des municipales de 1983, en échange de postes de pouvoir et de réformettes.

Nous ne nous posons pas ici en ultra-contestataires qui affirmeraient une quelconque radicalité a-historique. Nous ne rejetons, a priori, aucun combat contre le système. Nous tenons simplement à ré-affirmer par le biais de la critique, que tout mouvement qui ne tend pas vers une globalisation politique de sa lutte parcellaire, renforce le système de domination.



Le capitalisme est généré par une idéologie de division et de compartimentage. Il saucissonne nos vies en centaines de facettes - tantôt antagoniques (travail $\neq$ paresse, armée $\neq$ paix ...), il affirme leur complémentarité - tantôt complémentaires (femme = homme, OS = OHQ, noir = blanc...), il affirme leur antagonisme tirant sa quintessence de la complexité des rapports hiérarchiques ainsi définis et des divisions créées.

Les écologistes ont accepté ce jeu lorsqu'ils ont impulsé le mouvement anti-nucléaire. Plutôt que tenter de re-situer le secteur "énergie nucléaire" dans l'ensemble "capitalisme", ils ont volontairement joué avec les notions de peur face à l'inconnu, engendrée par des siècles d'obscurantisme judeo-chrétien.

Dénoncer le nucléaire comme l'incarnation du mal et de la mort (Bonjour l'Enfer !), lui opposer le solaire comme le Bien, c'est faire preuve d'un manichéisme imbécile et dangereux qui satisfait pleinement le pouvoir. Quoi de plus simple que de transformer le Mal en Bien et le Bien en Mal ; tout n'est question que de dialectique, de moyens de propagande, de répression. Il n'a pas fallu cinq ans à EDF pour retourner l'opinion publique et lui faire avaler le nucléaire comme énergie sûre, l'accident de HARRISBOURG venant à point pour corroborer ses dires. Et ne doutons pas que si l'énergie solaire avait été exploitable et rentable au moment voulu, le pouvoir l'eût préféré au nucléaire.

... ALORS, POURQUOI GOLFECH ?

Comme toute centrale, GOLFECH est, dans les schémas et les graphiques de ses promoteurs, le centre d'une kyrielle de petits cercles concentriques qui selon leur couleur relativisent le nombre de victimes et la vitesse de notre agonie en cas de pépins.

L'un de ces petits cercles empiète sur notre quotidienneté.

Mais, sur le panneau indicateur GOLFECH, on pourrait tout aussi bien lire CHOOZ, ALBION, ASCO, MALVILLE... tous ces noms exotiques n'étant que la matérialisation plurielle d'un vaste projet de renforcement des principaux systèmes politico-économiques.

Nous ne nous égarerons pas ici dans un débat obsolète portant sur les différences subtiles qui existeraient entre le capitalisme d'Etat et le capitalisme libéral. Blanc, rose ou rouge, ce ne sont que les greffons du même arbre.

Né d'un UNIQUE concept de domination, le nucléaire épouse à merveille ces différentes formes idéologiques.

HUM ! HUM ! MAIS ENCORE...

La crise pétrolière de 1973 a démontré que l'approvisionnement énergétique était le talon d'Achille des puissances industrielles. Exposées aux revendications et aux exigences des pays producteurs de pétrole, elles ne pouvaient tolérer le partage de leurs pouvoirs. La réponse immédiate fut la réactivation et l'accélération de leurs programmes énergétiques nationaux.

En France (pays pauvre en énergie naturelle), les diverses études d'applications techniques, militaires, économiques, scientifiques avaient imposé l'atome. Avec la crise, le gouvernement

s'empressa de lancer un vaste programme de construction de centrales électro-nucléaires sur tout le territoire.

A ce titre, GOLFECH est significatif des différents moyens de lutte que développe l'opposition anti-nucléaire et des différents moyens d'intimidation dont dispose un Etat dit démocratique pour imposer les options nécessaires à sa survie.

COUCHONS NOUS SUR LE DIVAN DE L'ANALYSE

En 1974, ce petit village sans charme du Tarn-et-Garonne est choisi pour l'implantation d'une énième centrale.

Dès lors, l'opposition s'organise, la liste des "non" s'allonge : le Conseil Général du Tarn-et-Garonne, le Conseil Régional Midi-Pyrénées, les maires, les partis politiques de gauche et d'extrême gauche, les syndicats dits ouvriers et toute une flopée d'associations se prononcent contre ; un référendum organisé en 75, dans les communes concernées, obtient 83 % d'opposants ; des hommes politiques, des scientifiques, des notables viennent se montrer à Golfech (ça fait très KITCH).

De 79 à 80, le mouvement d'opposition vit ses plus belles heures. Les manifestations et rassemblements regroupent facilement 6 à 10 000 personnes ; tout le monde se bouscule au portillon de l'illégalité pour arracher, une à une, les pages restées vierges du dossier d'enquête d'utilité publique ; l'illégal radio GOLFECH émet à partir de locaux municipaux ; les anti-nucléaires s'offrent le luxe d'acheter un terrain sur le site de la future centrale et d'y construire une rotonde qui devient le centre du mouvement. Dans ce contexte d'euphorie, les premiers actes de sabotage (mi 79) visant les intérêts EDF, font leurs apparitions dans le ciel occitan. Ces attentats plus ou moins spectaculaires sont vécus comme une nouvelle forme d'expression nécessaire et non comme un prurit. Lorsqu'un pylône à haute tension s'envole au firmament de l'oubli, personne ne songe à pleurer le veuvage d'EDF.

Bref, toute une région semble mobilisée contre cette centrale de malheur.

Pourtant, des socialistes aux écologistes en passant par le Parti Communiste, le M. R. G., les syndicats, les institutions régionales, la population et tous les autres, cette opposition ne pouvait faire illusion. Aucun n'exprimait les mêmes revendications, chacun avait ses propres craintes, ses propres intérêts historiques.

Le pouvoir giscardien, l'ayant parfaitement compris, passa à l'offensive en modulant ses réponses :

- la répression policière, les intimidations et les procès pour les uns,
- une propagande énorme portant sur les bienfaits économiques (électricité moins chère, argent frais pour les communes et les entreprises) et les retombées sociales (emploi, écoles...) du nucléaire à l'adresse de la population,

- les pots de vin/subventions pour les notables et les maires,
- la démonstration falsifiée de la maîtrise de la technique nucléaire pour les milieux scientifiques et par ricochet pour un populo effrayé,
- l'appel nationaliste à "l'énergie FRANCE" pour tous,
- puis (sait-on jamais) la mise en place d'un quadrillage militaire (gardes mobiles).

ET... CA MARCHE ! Que vive la démocratie FOUTRE DIEU.

Ainsi, à l'aube de l'année 1981, le chantier nucléaire de Golfech est devenu réalité. La lutte se plante la gueule.



TIENS DONC !... POURQUOI ?

Les conditions d'un échec sont toujours difficiles à déterminer. L'irrationnel et le rationnel s'entrechoquent. L'irrationnel étant par essence flou, une argumentation rationnelle s'impose.

JE VOUS ECOUTE...

Lorsqu'au début de la lutte, les écologistes mirent en avant le slogan "GOLFECH NE SE FERA PAS", ils enfermèrent, sciemment ou pas, la contestation future dans des limites territoriales précises. Ils auraient tout aussi bien pu dire "PAS DE NUCLEAIRE CHEZ NOUS", le but recherché étant un mouvement d'opposition le plus large possible. Il fut atteint puisqu'en 75, le référendum leur fut favorable. Mais, quelle est la proportion entre ceux qui refusent le nucléaire/outil de domination et ceux qui le refusent soit par crainte d'un afflux de main d'oeuvre immigrée dans leurs communes, soit parce que, tout en acceptant "l'énergie FRANCE", ils en ont trop peur pour l'accepter à domicile. De telles déviations ne sont pas que les fruits blets de la réaction, elles sont également induites par une argumentation simpliste (le nucléaire, c'est dangereux), tapageuse (dénonciation des bouleversements sociaux dans les communes, engendrée par

le chantier), régionaliste chauvine (pas de ça chez nous).

La dénonciation anti-capitaliste du nucléaire, son caractère national et international, la centralisation de l'énergie et du savoir, tout cela passait au second plan.

La pauvreté de l'analyse cimentait, par contre-coup, les bases d'un soutien acceptable par la gauche. Elle parrainait le mouvement, lui "offrant" une légitimité républicaine. Pour elle, s'opposer à cette centrale, déjà contestée, ne signifiait pas s'opposer au nucléaire. Confinée dans un rôle d'opposition, depuis 25 ans, le soutien moral à ce genre de lutte ne pouvait que lui rapporter gros et pour pas cher.

Le slogan "GOLFECH NE SE FERA PAS" n'aurait dû être que l'un des points importants de la lutte. En en devenant le principal, il en désignait le terminus : le démarrage des travaux.

Ce bras de fer convenait parfaitement à un pouvoir qui a la force et la raison d'Etat pour lui. FASTOCHE !

Dans ces conditions, on ne peut s'étonner qu'apparaisse le sentiment d'échec quand le chantier démarre en 1980.

Seule la gauche peut clairoonner sa victoire. Son engagement verbal des débuts, lui a apporté les voix de la plupart des opposants. Elle peut se poser en détentrice absolue de la démocratie et dénoncer sans risque l'hégémonisme giscardien. Pour le reste, c'est la débandade.

Le Parti Communiste est logiquement devenu un adepte farouche de l'atome et du "PRODUISONS FRANCAIS" ; les institutions régionales et départementales cherchent à négocier un revirement proche ; les maires tournent leurs vestes et attendent sagement les royalties de leur soumission ; le soutien de la C. F. D. T. se dilue ; le mouvement réel d'opposition se sent laché, trahi, orphelin et n'a plus de perspectives politiques. Les militants

de la première heure sont écoeurés et fatigués. Les manifestaitons (interdites sur les sites) errent sans but sur la RN 113 ne gênant plus que les automobilistes. La population rassurée ou déçue regagne ses pénates. La lutte s'enlise, les dissensions se font plus crues et s'étalent au grand jour. Les pro-nucléaires peuvent sortir de leur tanière.

DUR ! DUR !... CONTINUEZ...

Tout s'effondre, sauf ... le sabotage. Il semble devenu la seule réponse viable face à ces revirements successifs et à la surdité chronique du pouvoir. Il suit une courbe inversement proportionnelle au déclin de la lutte.

En-dehors de cette poussée quantitative, c'est sa progression qualitative qui apparaît.

Depuis 1979, la cible principale des divers groupes reste EDF (pylônes à haute tension, transformateurs, parcs autos et immobiliers, etc...).

En 80, les travaux démarant, les pôles d'intérêt se diversifient. Pour mener à bien ses constructions futuristes, EDF fait appel à des dizaines d'entreprises privées. Il paraît donc évident que leurs efforts bruyants doivent s'élargir à celles-ci. Pas besoin de fins stratèges pour comprendre ça. Sans avoir à se concerter, chaque groupe développe un sabotage économique méticuleux tout en oubliant ni EDF, ni les forces de répression. Malheureusement, même si ces actes mettaient un peu de baume au cœur, la valse des scrappers et autres bulldozers a ouvert une large brèche où s'engouffre la froidure de l'hiver 80.



ET ALORS ?

C'est dans une ambiance glaciale, que, dans l'arrière-salle obscure d'un local délabré, quelques militants franchement désespérés s'interrogent. La radio est restée branchée...

ET ALORS ?

Un chanteur quelconque crachote dans les hauts-parleurs : "l'important, c'est la ROSE, l'important"...

ET ALORS ?

Ben ! la ROSE...

Les visages des désespérés sus-mentionnés s'illuminent, ils ont eu la révélation. Voilà comment, l'élection présidentielle de Mai 81 devient l'ultime espoir du dernier carré anti-nucléaire.

Le calcul est simple, trop simple.

Si GISCARD gagne ces élections, son programme nucléo-mégalo-maniaque se poursuit dans l'indifférence générale.

Si MITTERRAND gagne, alors GOLFECH deviendrait un mauvais rêve pour les uns, un nouveau départ de lutte pour les autres.

Sur ce simple espoir, les écologistes balancent leur militance dans cette élection. Certains forment une liste autonome pensant pouvoir négocier les voix obtenues au second tour. Tous accumulent les contacts avec les futurs dirigeants, les professions

de foi électoralistes s'entassent sur les tables, les lettres du candidat FRANCOIS ne rassurent que ceux qui n'ont pas lu entre les lignes. Plus grave, la lutte sur le terrain est quasiment abandonnée. La cigale EDF en profite pour mettre les bouchées doubles, espérant ainsi rendre les choses irréversibles.

Pour atténuer la critique, il faut tout-de-même se rappeler qu'à l'époque, au-delà de la lutte anti-nucléaire, presque tout le monde souhaitait la victoire de la gauche. L'étouffoir giscardien nous atteignait tous. Son processus de renforcement du pouvoir et du contrôle social (loi PEYREFITTE, attaque incessante contre les travailleurs en lutte, contre l'immigration, etc.) ne rencontrait plus d'opposition réelle. Aidé par la crise économique, le Giscardisme réussissait à museler tout un peuple. L'idée d'avoir à le subir sept ans de plus était intolérable. Ennemis viscéraux du jeu électoral et de la Gauche/pilier du capitalisme, certains d'entre nous espéraient, malgré tout, une victoire électorale de cette crapule de MITTERRAND.

contradiction peut-être, réflexe humain sûrement.

CAHIN-CAHA, DIMANCHE 10 MAI 1981

20 H : J.P. ELKABBACH tire une gueule effrayante et avant même qu'il n'annonce le résultat, tout un peuple est dans la rue et exulte de joie.

Pendant que la fête populaire bat son plein, un groupe de laborieux se met au turbin et envoie en l'air onze engins de chantier appartenant à une entreprise qui travaille pour le nucléaire. Il affirme, par cet acte, qu'aucune confiance n'est accordée à l'homme à la rose et que le sabotage économique se poursuit.

A GOLFECH, on pleure, on s'embrasse, c'est fini, fini !

Tu parles. Dans ces propositions, la MITTE... n'a jamais rien écrit d'aussi clair. Avec ce flou artistique qui lui est si personnel, il n'a proposé qu'un vague débat démocratique. La différence est de taille comme nous l'allons voir.

VOYONS DONC !

Quelques mois plus tard, fort de sa nouvelle et écrasante majorité parlementaire, le pouvoir socialo-communiste porte l'estocade à des anti-nucléaires à nouveau esseulés.

Tenant sa promesse, le Président MITTERRAND met en place son "Grand Debat Democratique sur le Nucléaire".

TOP DEPART !

Les leaders écologistes débattent ... de leur futur plan de carrière dans l'appareil d'Etat, les maires radicaux et socialistes débattent et se rangent à la raison d'Etat, le Conseil Régional et le Conseil Général débattent avec EDF et Obtiennent un milliard d'anciens francs par an pour récompense de leurs diverses torsions (voir encadré), EDF, entreprise d'Etat, débat avec le peuple par le

biais d'une publicité mensongère affligeante, les appareils judiciaires et policiers sont autorisés à débattre avec les récalcitrants.

Pour clôturer ce fabuleux débat, un pronunciamiento démocratique a lieu à l'assemblée nationale.

STOP ARRIVEE !

OUF ! ... Le programme électro-nucléaire, mis en place par GISCARD, est ENFIN légitimé par la Gauche. Il peut repartir d'un nouveau pied.

QU'ENTENDEZ-VOUS PAR LA, MON AMI ?

Les anti-nucléaires, qui ont hurlé à la trahison, avaient dû oublier ou n'avaient jamais compris que gauche signifie gestionnaire du capitalisme et non matamore.

Depuis mai 81, les nouveaux gérants assurent, avec brio, la survie du tripot. Ils ne le réforment pas, ils l'adaptent aux nouvelles exigences, imposant tout une série de mesures économiques, sociales, politiques, stratégiques qu'une droite usée ne pouvait appliquer.

Là encore, le nucléaire est significatif de cette démarche qui pousse à une plus grande cohésion du système. Avant de se prononcer sur la manière de poursuivre le programme électronucléaire, les socialo-communistes ont besoin de temps. En "gelant" les travaux des centrales en construction (dont GOLFECH), ils ont un double intérêt : faire poireauter les opposants et se donner le répit nécessaire pour l'analyse des différents paramètres...

PARAMETRE ! VOUS AVEZ DIT PARAMETRE ?

Oui, oui ! je maintiens. La crise pétrolière de 73 n'a été que le prélude à une crise économique mondiale. La croissance des pays riches stagne voire régresse. Les industries tourment en dessous de leur capacité de production. La demande énergétique est moindre. Le pétrole redevient une matière compétitive.

Le programme du tout-nucléaire de GISCARD s'en trouve complètement inadapté. Basé sur les prévisions erronées de croissance positive annuelle constante, son application en période de dépression coûte les yeux de la tête à un Etat en voie de paupérisation relative.

QUE FAIRE ? s'interroge le rat élyséen, annuler le programme ? IMPOSSIBLE ! lui rétorquent, en chœur, les fins technocrates qui l'entourent. Les choses sont trop avancées :

- un nombre important d'entreprises, donc de salariés, dépendent directement de l'industrie nucléaire,
- l'endettement phénoménal qu'EDF a contracté à l'étranger (principalement aux USA et en ARABIE SAOUDITE) oblige à une certaine continuité sous peine de mettre en faillite le fleuron de l'industrie nationalisée,
- la France exporte, avec un succès certain, ses

centrales. Il est impensable qu'elle en cesse la construction dans l'hexagone sans le risque de voir la méfiance poindre chez les commanditaires. Ce serait tarir bêtement une source prodigieuse de devises,

- l'état de dépendance, créé dans les pays acheteurs de centrales, vis-à-vis de la France est stratégiquement primordial,

- la technologie nucléaire est une vitrine pour les autres technologies de pointe promises à l'exportation,

- elle maintient le pays aux premiers rangs de la Recherche scientifique et technique, donc, de l'économie capitaliste de demain,

- militairement, lorsqu'il y a 25 ans, DE GAULLE choisissait la voie de la dissuasion atomique, il posait les bases de l'industrie nucléaire civile. Le nucléaire civil et militaire sont étroitement imbriqués. MITTERAND le sait depuis toujours et va intensifier le programme de retraitement des déchets à LA HAGUE,

- enfin, l'arrêt du programme électro-nucléaire pourrait avoir de facheuses conséquences, pour le capitalisme français, en cas de reprise économique mondiale, le renvoyant à la case départ.

Tous points intéressants qui ont poussé le pouvoir socialo-communiste à réduire et non à arrêter.

Rien d'humaniste, de généreux dans ce choix. En optant pour une continuité retenue, en intensifiant la Recherche sur la fusion thermo-nucléaire, c'est à une redistribution énergétique à l'échelle planétaire et un renforcement de leurs pouvoirs que se livrent les grandes puissances aujourd'hui.

BIEN SUR ! BIEN SUR ! REVEZ SUR TERRE, S'IL VOUS PLAIT !

Bon ! A part PLOGOFF, jete en pâture aux masses méritantes de la Pointe-du-raz, dans les autres sites, le dégel succède au gel, sous les vivats d'une CGT bestialement pro-nucléaire.

Pourtant, les anti-nucléaires ne sont pas restés inactifs durant la suspension des travaux. Le mouvement a repris un certain embompoint, la ROTONDE s'agite. Cette contre-offensive voit son heure de gloire le 4 octobre 1981. Ce jour-là, la manifestation réunit plusieurs milliers de personnes décidées à envahir le site. Par centaines, toutes générations confondues, elles jettent leur dévolu sur les grillages puis le matériel et les bâtiments du chantier. Tout est méthodiquement abattu, incendié, ravagé par ces nouveaux Huns sans ATTILA. Les gardes mobiles hébétés, à court de munitions, assistent, impuissants à ce sabotage de masse. Plus personne n'est dupe du manège gouvernemental, un bond qualitatif vient d'être franchi.

En fait, dans le feu dévastateur de l'action, nous ne pouvons penser que ce magnifique 4 OCTOBRE n'est que le baroud d'honneur d'un mouvement laminé par ses échecs successifs.

NOSTRATOMUS

L'A PREDIT :



« LE 4 OCTOBRE DE L'AN 1981 A 14 H
LA MARCHE FANFARESQUE VALENCE D'AGEN - GOLFECH
SERA GRANDIOSE, LES BARBELÉS TENAILLÉS,
LES FESTIVITES SUIVRONT ».

Les mois qui suivent nous montrent de quoi est capable notre Gauche détestée. Son offensive et sa répression n'ont rien à envier à celles de la droite.

Les anti-nucléaires tentent de réagir en organisant "les Etats Généraux du Nucléaire" à GOLFECH. Ils y décident l'organisation d'un rassemblement national à VALENCE D'AGEN pour mai 82.

HELAS ...trois fois HELAS ! ce 30 mai 1982 sonne le glas de l'opposition anti-nucléaire. L'échec est total, moins de 1000 personnes ont répondu à l'appel. Les gardes mobiles tiennent leur revanche : "SOUVENEZ-VOUS DU 4 OCTOBRE 1981!" hurlent-ils en fonçant dans le tas.

POINT FINAL

Etat de gauche, Etat de droite, et tas de merde : la même oppression, la même bestialité, les mêmes intérêts. Seule différence notable, la gauche a de meilleurs atouts pour imposer sa gestion du capitalisme en crise. Le faux historique grossier affirmant qu'elle représente les intérêts vilains des travailleurs, court toujours.

En accédant au pouvoir, elle sait pouvoir compter sur ses suppôts/serpillères : syndicats, partis, associations et autres rassemblements louches. Elle n'a donc plus qu'à exercer un chantage insidieux : "aide-nous ou tais-toi, sinon tu fais le jeu de la droite" sur une classe ouvrière écoeurée. L'auto-censure étouffante s'installe. La gauche a les mains libres pour appliquer son pro-

gramme : restructuration industrielle, militarisation accrue (ex. la symbiose armée-école), plan d'austérité contre les seuls travailleurs, avantages financiers pour le patronat, etc. La liste n'est pas exhaustive.

BIEN MON BRAVE, CA S'APPELLE LA MORT DU PERE. MAIS REVENEZ EN AU NUCLEAIRE.

Oui maman. On suit la même démarche délit-quescente. Avec l'avènement des socialo-communistes, la C. F. D. T. n'a plus de fissures de cuve, de réacteurs à nous proposer, les scientifiques perdent leur langue si bien pendue avant mai 81, les journaux oublient de relater les mille et un petits pépins qui continuent à égréner la vie d'une centrale en activité, LA HAGUE semble devenue un havre de sécurité, les gauchistes qui tentent désespérément de s'installer à la place laissée vacante par un P. C. au pouvoir, ont trop de travail pour penser à autre chose, le droit de manifester est interdit dans les points CHOOZ, perquisition et intimidation s'accroissent, les anti-nucléaires sont peu à peu isolés et passent, par médias interposés, pour de dangereux agitateurs.

RAISONNEMENT : si la gauche représente le peuple et si elle estime que le nucléaire est bon pour lui, alors ce peuple doit le trouver bon donc, le nucléaire de gauche est une énergie douce pour le peuple donc, les opposants à cette dynamique sont, soit de dangereux fous, soit des ennemis du socialisme.

LOGIQUE, NON ??

"Et que nous reste-t-il à nous, si ce ne sont les yeux pour pleurer et les bombes pour essuyer nos larmes."



Qui suis-je ? Où vais-je ? Dans quel état j'erre...

INTERVIEW DE DEUX AUTEURS DU SABOTAGE DE L'ENTREPRISE CULETTO A MOISSAC

Ce texte circule depuis quelques jours. Il nous a paru suffisamment intéressant pour l'insérer dans cette brochure. Nous le publions dans son intégralité en en laissant la revendication à ses auteurs.

La Presse a présenté les auteurs de l'attentat de MOISSAC tantôt comme appartenant à une organisation terroriste, tantôt comme des écologistes musclés, tantôt encore comme des anarchistes ... Qui êtes-vous ?

GROUCHO : Tout d'abord, chacun s'exprime en son nom personnel, et c'est tout.

et c'est dire déjà qu'il nous est impossible de parler au nom d'une organisation qui n'existe pas. Nous nous reconnaissons comme une des composantes du mouvement libertaire, ce qui nous laisse le creneau confortable d'une absence d'étiquette ideologique précise et l'appartenance malgré tout à une démarche collective qui se veut mouvement, donc dynamique, avec la prétention de nous exprimer par nos interventions plutôt que par nos états de service ou notre bibliographie.

De fait, contrairement aux partis et organisations dont une ideologie figée détermine la stratégie, c'est chaque moment de l'Histoire, on peut appeler ça l'Actualité (bien loin de l'institution "Actualités" qui distille, embrouille ou matraque cette actualité) qui détermine nos choix, nos luttes.

Vous reprenez donc à votre compte les reproches et les critiques que bon nombre d'anciens gauchistes développent actuellement, au cinema ou en litterature ?

GROUCHO : Les cocus du Gauchisme pleurent sur leurs annes perdues dans l'attente du Grand Soir. Ils ont voulu jouer les institeurs de la Revolution, mais leurclasse a pris la clef des champs! Nous, nous sommes simplement acteurs ou solidaires de moments subversifs, collectifs ou individuels, ni leaders d'une classe, ni gestionnaires d'un mouvement révolutionnaire ... D'où nos regroupements occasionnels à partir de révoltes, réflexions, volontés individuelles, même si elles sont partie prenante d'un projet global.

Et notre force/fragilité repose et tient à ce respect de la disponibilité ou de l'absence du "camarade" à tel ou tel projet, et non plus sur la grandeur et la servitude d'un devoir à remplir.

Un projet qui s'effondre parce que ses supporters n'ont pas eu la force de le mener, est un projet trop prétentieux. On est pas des bêtes...



Simplement nous revendiquons l'organisation réelle, celle qui se réalise sur des tâches concrètes, dont les perspectives ne se situent pas dans la nuit des temps, et qui se dissout d'elle-même quand sa raison d'être est terminée : quelques personnes ont saboté l'entreprise CULETTO et le boulot terminé, sont retournées au bal.

Comme tout un chacun, nous nous efforçons de prendre en mains notre histoire, l'histoire enfin débarrassée de toutes les majuscules d'opérette qui l'encombrent.

Vous semblez définir une intervention ponctualiste. Pourtant la stratégie du sabotage économique qui se développe contre GOLFECH suppose une continuité dans le temps. Vous inscrivez-vous dans cette stratégie, et si, oui, pourquoi ?

HARPO : une tâche n'a dans le temps que les limites que nous lui imposons, tantôt à court terme, tantôt à long terme, tout dépend de la stratégie adoptée. Lorsque nous pratiquons le sabotage économique sur GOLFECH, nous nous attaquons aux tenants du Capital, en mettant l'accent sur l'aspect anti-capitaliste de la lutte anti-nucléaire. Les accointances entre EDF et le patronat, les super-profits engendrés par l'industrie nucléaire, les regroupements d'intérêts, sont ainsi dénoncés. Cependant, la plupart des entreprises qui travaillent pour EDF, n'ont pas les reins assez solides pour supporter nos coups de colère dévastateurs. Sans le soutien total de l'Etat, elles seraient condamnées à la faillite.

Le sabotage maintient une pression constante sur le pouvoir, l'obligeant à offrir des garanties financières et de sécurité de plus en plus élevées à des patrons qui perdent confiance. Et, comme chaque attentat s'additionne aux précédents, la note s'alourdit, s'alourdit, GOLFECH s'enchérit, s'enchérit, et nous, on rit, on rit.

Psychologiquement, le sabotage crée un climat d'insécurité permanent chez les exploités de tous poils. Eux qui croyaient réaliser des superprofits en toute impunité, sont amenés à s'interroger sauvagement : "Irais ? Irais-pas ?"

Nous pensons aussi que chacun d'entre nous avait le sentiment qu'il fallait frapper vite et fort (les travaux ne faisaient que commencer) tout en désignant une nouvelle forme de lutte possible ; par exemple, le blocus pacifique ou pas de toutes les entreprises travaillant sur le site et retarder les travaux au maximum.

Vous considérez-vous comme des professionnels, des spécialistes du sabotage, étant donné l'étendue des dégâts infligés à l'entreprise CULETTO ?

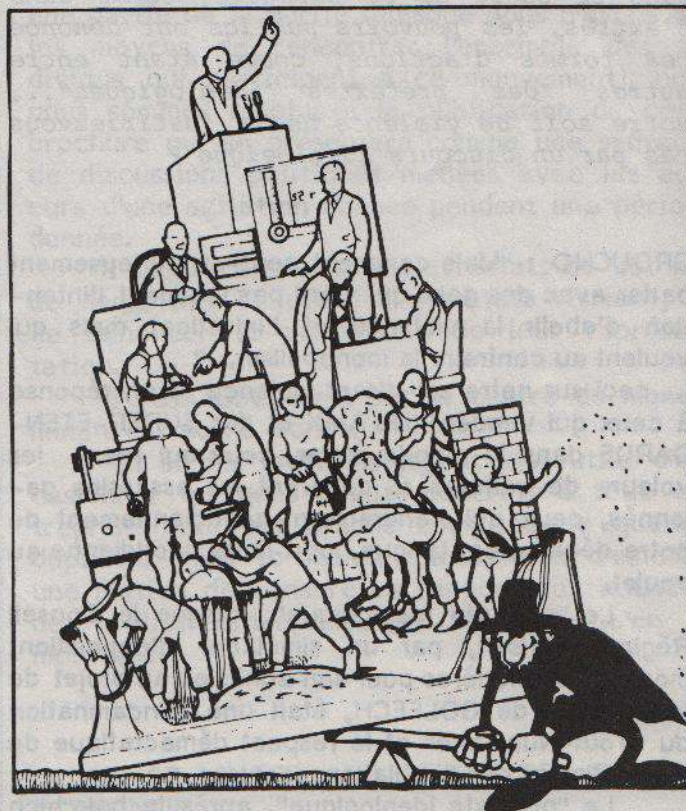
listes spécialisés quand nous écrivons un article, un tract, un certain souci d'efficacité ne signifie "spécialiste" que dans les phantasmes des journalistes...

Savent-ils, ces "spécialistes" de la plume, qu'en nous définissant ainsi de "spécialistes terroristes", ils participent à un processus, non seulement qu'ils ne maîtrisent pas, mais qui, de plus, un jour prochain va se retourner contre eux ; un jour, de plus en plus proche, où d'autres journalistes vont définir certains de leurs confrères "spécialistes sur les terroristes" ; et ces confrères-là vont faire les frais de surveillances ou de tracasseries policières, quand ce n'est pas d'interrogatoires musclés. Qu'on se rappelle l'aventure des journalistes de CANAL SUD, à TOULOUSE, préparant une émission sur le terrorisme et incarcérés, interrogés, frappés, à ce titre, dans les geôles du commissariat central.

Les journalistes, pris au jeu des titres ronflants, collaborent par leurs dénonciations hâtives à cette entreprise de criminalisation de la subversion et aident à la mise en place de l'appareil répressif dont demain, avec d'autres, ils pourront faire les frais.

Pour en revenir à notre pseudo-spécialité, n'y voyez qu'une question et de moyens et de contexte. Quand vous décidez de sortir un texte, vous essayez de le rendre le plus clair et le plus percutant possible ; si vous décidez de saboter une entreprise, vous essayez de faire le plus de dégâts possibles, sans danger pour qui que ce soit. La réflexion politique, dans un contexte donné, amène certaines décisions, certains projets : leur réalisation n'est plus qu'une affaire de moyens techniques.

Quelquefois, nous avons le choix, le plus souvent nous utilisons les seuls moyens à notre disposition : un stylo, des allumettes... et un goût démesuré de la rigolade !



GROUCHO : tout autant que nous sommes journa-

L'offensive réactionnaire des partis et syndicats de gauche contre le sabotage de la production et l'outil de travail nous marginalise effectivement dans cette forme de lutte et d'intervention.

Pourtant, le sabotage existe dans les entreprises, ce que la presse ne peut divulguer par crainte de l'exemplarité, qu'il soit le fruit d'un ras-le-bol ou l'application consciente d'une démarche collective... et le plaisir est le même !

Ne vous sentez-vous pas responsable du chômage technique des ouvriers de Mr CULLETO ?

GROUCHO : notre mépris du travail ne signifie pas le mépris de ceux qui, comme nous, sont contraints de se vendre pour bouffer, coincés entre le besoin d'être dans la production pour survivre et le besoin de la bouziller pour vivre.

Il est tout de même curieux que les médias s'émouvent du sort de 50 personnes en chômage technique, pour des circonstances particulières. Pourquoi ne sont-elles pas aussi soucieuses des milliers de chômeurs à venir, à la fin des chantiers de la centrale de GOLFECH ? Quels seront les responsables ? la fatalité ? la conjoncture ? la crise ? quels vont-être les boucs émissaires si les saboteurs sont absents ? Peut-être les ouvriers eux-mêmes... pas assez rentables, saboteurs inconscients de la productivité !

Le chômage n'existe que parce que le travail salarié existe : il faudrait remettre les pointes à l'heure !

Dans le cadre de ce sabotage, comme dans d'autres, les pouvoirs publics ont dénoncé ces formes d'actions, comme étant entre autres "des prétextes idéologiques"... votre soif de violence ne la justifiez-vous pas par un discours idéologique ?

GROUCHO : "Mais comment peut-on sérieusement parler avec des gens qui n'ont pas vraiment l'intention d'abolir la violence et l'injustice, mais qui veulent au contraire la monopoliser..."

... ceci sur notre soi-disant violence et en réponse à ceux qui vendent des AMX et des SUPER-ETENDARDS dans le monde entier, ceux qui tuent les voleurs de voitures et décorent les assassins gaulonnés, ceux qui s'engraissent quotidiennement de notre déchéance, fatigue, mort lente quotidienne au boulot.

Le "prétexte idéologique", lorsque le Conseil Régional faisait, par un simulacre d'opposition, monter les enchères pour son adhésion au projet de la Centrale de GOLFECH, était une condamnation du "Tout-Nucléaire" et le respect démocratique de l'assentiment des populations locales.

Le "prétexte idéologique", après le bakchich

d'un milliard, légitimant l'accord du Conseil Régional à ce projet, était la relance économique d'une région.

C'est dire que ces messieurs-dames en connaissent un bon bout sur la question des discours-prétextes....

Quant à nous, nous annonçons la couleur : Prétexte idéologique, pourquoi pas ? s'il nous faut le contexte d'une lutte locale pour exprimer notre opposition et en développer le contenu par nos textes et nos interventions.

Nous, on veut bien appeler GOLFECH, un prétexte, tant il est vrai qu'arrêter cette centrale pour la reconstruire à 1000 bornes de là ne nous intéresse que très modérément.

Prétexte ou exemplaire, quand nous nous battons contre GOLFECH, c'est contre le patronat, l'Etat et autre EDF que nous prenons la parole ou le bâton : nous retrouvons-là, dans toute leur violence, tous les rouages du pouvoir.

Un grand dessein que vous définissez-là. N'est-il pas en contradiction avec le ton franchement rigolard de vos communiqués ?

HARPO : nous dirons humour ; humour nécessaire dans nos vies quotidiennes ; humour outil politique.

Lorsqu'après un repas bien arrosé, nous pondons une signature farfelue pour revendiquer nos actes, nous cherchons à éviter toute mystification de notre réalité. Ni avant-garde "révolutionnaire", ni dynamiteros, ni névrosés de la gachette, ni clandestins, nous ne représentons que nous-mêmes avec nos utopies et nos peurs. Anti-autoritaires, nous ne sommes porteurs d'aucun programme de substitution aux programmes en cours ou à venir. Comme tout être humain normalement irradié, nous portons fièrement nos deux coeurs et nos quatre bras. Mais, nos épaules trop frêles ne peuvent supporter l'auto-culpabilisation tiersmondiste, ni l'imperialisme, encore moins le poids de l'histoire, surtout pas les plaies de l'univers. L'humour est un merveilleux antidote à tout cela. Nous reprenons à notre compte l'adage populaire : "se prendre au sérieux, c'est mourir un peu".

De plus, nous ne monopolisons pas le label du communiqué humoristique. Le rire est contagieux. Ainsi, pour l'attentat contre ITN, alors lequel nous n'avons rien à voir, imaginez Christine OCKRENT prenant sa tête des mauvais jours pour annoncer que cette entreprise s'est envolée en fumée, lire le communiqué dans son intégralité, dévoiler (toujours sans rire) le nom du groupe qui a perpétré ce lâche attentat :

UN GROUPE JUSQU'ICI INCONNU

et faire croire qu'une organisation para-militaire, à la solde de l'Arabie Saoudite, en est à l'origine ?

Dans tous les cas, la propagande médiatique d'Etat qui vise à nous assimiler à de dangereux terroristes, s'essoufle lamentablement. Lorsqu'ils affirment chaque fois, que seule la Providence a voulu qu'il n'y ait pas de victimes, et que ça dure depuis

10 ans, personne n'est dupe.

Nos cibles (justice, armée, flics, patronat, nucléaire, etc...) sont suffisamment claires en soi.

L'humour contenu dans nos textes de revendication, le choix politique d'éviter des victimes, les signatures farfelues, se conjuguent pour n'inquiéter que les tenants de l'exploitation. Les spectateurs de nos actes ne peuvent qu'en rire ou, au pire, s'en foutre. Mais entendons-nous, nous ne sommes pas des clowns qui chercheraient à amuser toutes les classes sociales. Demandez au sieur CULETTO, exploitateur de choc et à tous ses corréligionnaires s'ils ont beaucoup ri à la suite de notre visite chez eux.

Nos sourires bruyants se veulent un clin d'oeil complice aux damnés de la terre et à eux seuls.

Le dérisoire contenu de nos actes d'insoumission consomme la dérision d'un système de soumission.

Et puis...la langue française est suffisamment riche pour que nous ayons du plaisir à sublimer un maximum de mots, plutôt que d'en scléroser quelques-uns.

La devise d'HARPO :

"le choc des bombes, le poids des mots !"

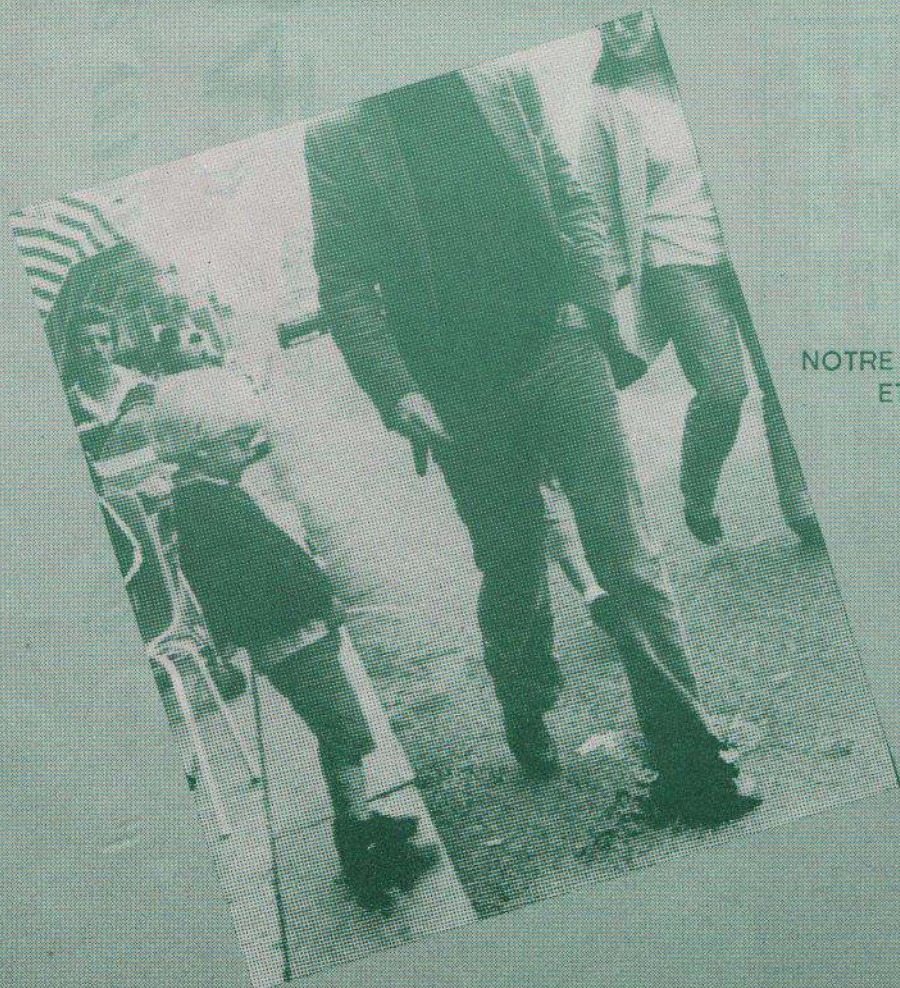
Vous convenez donc que pour vous, tout est prétexte à déranger, à troubler le sommeil des honnêtes gens, au nom de l'idéologie

qui est la vôtre ?

GROUCHO : on parle beaucoup de la majorité silencieuse, celle qui fait tant de bruit sur les médias ; il y a aussi une opposition baillonnée, une minorité qui ne peut s'exprimer qu'à travers des refus politiques et sociaux, puisqu'elle refuse le simulacre de la démocratie, qui ne demande pas le droit à la parole, le droit à la justice, le droit de l'homme ; ses droits, elle les prend, ou elle essaie. Cette minorité existe ; inorganisée ou désorganisée, atomisée dans le tissu social, révolutionnaire ou déviante ; par nos pratiques, nous affirmons sa spécificité : sans illusion sur la propagande des idées, mais solidaire de tous ceux qui ne supportent plus l'injustice et prête à filer, ou engranger, ses petites recettes pour subvertir une vie quotidienne capitalisée.

Et votre vie personnelle dans tout ça ?

HARPO : "Trainant mon sac de sales réveils, de soirs perdus, de vieux chagrins, d'espoirs, de déceptions, d'orages, de sourires, de rigolades et de pleurs, sans savoir où j'ai posé mes larmes, mes armes, mes alarmes, si j'ai bien fait, si j'ai mal fait, je vais."



NOTRE INTERVENTION EST DERISOIRE
ET POURTANT ELLE GENE

"salut! et bonne année pour ...

1984

ORWELL

1984 JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUN 1984
1 D Jour de l'An 7 h 43 à 16 h 04	1 M Elia 7 h 21 à 16 h 47	1 J Aubin 6 h 35 à 17 h 34	1 D Hugues 5 h 27 à 18 h 22	1 M Boris 4 h 29 à 19 h 06	1 V Justin 3 h 19 à 19 h 46
2 L Basile	2 J Blaise	2 L Charles B.	2 L Sandrine	2 S Phil., Jacq.	2 S Blandine
3 M Geneviève	3 V Veronique	3 S Guenole	3 M Richard	3 J Sylvain	3 D Kévin
4 M Odilon	4 D Agathe	4 M Casimir	4 M Isidore	4 V Judith	4 L Clotilde
5 J Edouard	5 D Agathe	5 J Olive	5 J Irene	5 S Prudence	5 M Igor
6 V Melaine	6 L Gaston	6 M Mandi-Gris	6 V J.B.	6 M Gustie	6 M Norbert
7 S Raymond	7 M Eugene	7 J Jean	7 L Julie	7 L Pacôme	7 J Gilbert
8 D	8 M Jacqueline	8 J François	8 D Juliette	8 V Estelle	8 V Medard
9 L Aïx	9 J Apolline	9 L Vivien	9 M Gaubert	9 M Solange	9 S Diane
10 M Guillaume	10 V Armand	10 S Viven	10 M Subert	10 J Estelle	10 D Bernabé
11 M Pautin	11 S Felix	11 M Justine	11 M Stanislas	11 V Achille	11 L Guy
12 J Yvonne	12 D Beatrice	12 L Rodrigue	12 J Jules	12 M Mathias	12 M Elise
13 V Yvonne	13 M Valentin	13 V Mathilde	13 V Ida	13 M Denise	13 V Germaine
14 S Nona	14 M Claude	14 M Louise	14 L Maxime	14 L Horace	14 J J.F. Régis
15 D Remi	15 M Juliette	15 D Berthele	15 D Benoit-J.	15 V Pascal	15 V Hervé
16 L Marcel	16 J Alexis	16 V Parice	16 L Anicet	16 M Eric	16 L Leonce
17 M Roseline	17 S Bernadette	17 D Cythie	17 J Emma	17 V Bernardin	17 D Romuald
18 M Prisca	18 J Gabin	18 L Joseph	18 M Odette	18 S Bernadine	18 M Silver
19 J Marus	19 D Anthe	19 J P. Damien	19 J Anselme	19 M Emile	19 M F.F.
20 V Sebastien	20 M Isabelle	20 M Lila	20 V Georges	20 D Didier	20 J Albin
21 S Vincent	21 M Latane	21 V Victorien	21 L Fidele	21 S Sophie	21 S Prosper
22 D Vincent	22 M Modeste	22 D Cah de Su	22 M Fidele	22 M Berenger	22 D Antelme
23 L Bernard	23 V Nestor	23 L Laitia	23 M Alias	23 V Zina	23 M Fernand
24 M F. Paul	24 S Roméo	24 M Laitia	24 V Zina	24 D Valérie	24 M Pierre-Paul
25 M Paul	25 D Roméo	25 M Laitia	25 M Valérie	25 S Ferdinand	25 S Martial
26 J Angèle	26 L Honorio	26 L Hainb	26 J Valérie	26 M Ferdinand	26 D Martial
27 V Th.	27 M Roman	27 M Gethan	27 L Valérie	27 M Ferdinand	27 M Martial
28 S Gildas	28 M Auguste	28 M Gethan	28 L Valérie	28 M Ferdinand	28 M Martial
29 D	29 M	29 M	29 D	29 M	29 M
30 L	30 S	30 V	30 M	30 M	30 S
31 M	31 S	31 M	31 J	31 J	31 S

1984 JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE 1984
1 D Thierry 3 h 40 à 19 h 57	1 M Aïphonse 4 h 23 à 19 h 29	1 S Grilles 3 h 07 à 18 h 53	1 L Léger 3 h 49 à 17 h 29	1 J Hubert 6 h 37 à 16 h 30	1 S Florence 7 h 22 à 15 h 56
2 L Martin	2 J Lydie	2 D Ingrid	2 M Gérard	2 S Charles	2 D Xavier
3 M Thomas	3 V J.M. Vian	3 L Grégoire	3 M Gérard	3 S Charles	3 L Xavier
4 M Florent	4 S J.M. Vian	4 M Rosalie	4 M Fleur	4 D Sylvie	4 M Barbara
5 J Antoine	5 D Abel	5 M Raissa	5 V Bruno	5 L Bertille	5 M Gérard
6 V Raoul	6 L Transfiguration	6 J Bertrand	6 S Serge	6 M Carme	6 J Nicolas
7 S Raoul	7 M Gaetan	7 V Reine	7 D Pélagie	7 M Théodore	7 S Ambroise
8 D Amandine	8 J Dominique	8 S Alain	8 L Denis	8 J Léon	8 S F. Fourrier
9 L Ulrich	9 V Laurent	9 M Ines	9 M Firmin	9 V Christian	9 D Daniel
10 M Benoît	10 S Claire	10 L Adeline	10 M Wilfried	10 S Brice	10 M Jeanne
11 M Olivier	11 D Clarisse	11 M Apollinaire	11 V Cécile	11 M Lucie	11 J Lucie
12 J Henri-Joe	12 L Hippolyte	12 M Aime	12 D Juste	12 M Christian	12 J Lucie
13 V Donald	13 M Evarde	13 V Aime	13 L Juste	13 M Christian	13 J Lucie
14 S Donald	14 M Evarde	14 V Aime	14 D Juste	14 M Christian	14 J Lucie
15 D Donald	15 M Evarde	15 V Aime	15 D Juste	15 M Christian	15 J Lucie
16 L Charlotte	16 J Armet	16 D Euth	16 L Edwige	16 V Marguerite	16 D Alice
17 M Charlotte	17 V Hyscinthe	17 L Renaud	17 M Luc	17 S Etienne	17 L Gaël
18 M Frederic	18 S Helene	18 M Nadège	18 J René	18 D Catherine	18 M Gaël
19 J Arsenne	19 D Jean-Eudes	19 M Emile	19 V René	19 S Catherine	19 M Gaël
20 V Marina	20 L Bernard	20 J Day	20 M Céline	20 M Edmond	20 J Abraham
21 S Victor	21 M Christophe	21 V AUTOMNE	21 D Floide	21 M Marie	21 V HIVER
22 D Marie	22 M Ros de L.	22 D Constant	22 L Jean	22 S Cécile	22 S Xavier
23 L Brigitte	23 V Louis	23 M Thele	23 M Jean	23 V Cécile	23 D Armand
24 M Christine	24 S Louis	24 M Thele	24 M Jean	24 S Cécile	24 L Adde
25 M Jacques	25 S Louis	25 M Thele	25 M Jean	25 V Cécile	25 M Etienne
26 J Anne, Joa.	26 D Natacha	26 M Thele	26 M Jean	26 S Cécile	26 J Jean
27 V Nathalie	27 L Natacha	27 M Thele	27 M Jean	27 S Cécile	27 J Jean
28 S Samson	28 M Natacha	28 M Thele	28 M Jean	28 S Cécile	28 J Jean
29 D Marthe	29 M Natacha	29 M Thele	29 M Jean	29 S Cécile	29 J Jean
30 L Juliette	30 J Natacha	30 M Thele	30 M Jean	30 S Cécile	30 J Jean
31 M Léane de L.	31 V Natacha	31 M Thele	31 M Jean	31 S Cécile	31 J Jean